

Élections municipales : la campagne est lancée !



L'AGENDA

17 décembre

► Forum « Imaginons
notre Île-de-France »
à Clamart (Hauts-de-Seine)

18 décembre

► Colloque « La montée
des populismes en Europe »
à l'Assemblée nationale

1^{er} février

► Réunion des secrétaires
de section à Paris



Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

Bonnes fêtes de fin d'année ! Rendez-vous le 11 janvier 2014



Chers amis, chers camarades, nous avons consacré notre matinée à évoquer les politiques de progrès que nous voulons pour notre pays, pour nos villes, pour l'Europe. Mais je veux commencer par évoquer une actualité éloignée de nos travaux mais qui nous touche tous, parce que ce sont des jours particuliers pour les progressistes du monde entier. Je veux parler bien sûr de la disparition de Nelson Mandela, qui restera comme une figure universelle de la fraternité et des combats pour l'égalité et pour la liberté. Pour tous ceux

qui, comme ma génération, ont vu les premières années de leur engagement rythmées par les manifestations anti-Apartheid, il est évident que Mandela est un de ces êtres rares dans lesquels l'humanité entière se reflète.

Nelson Mandela n'était pas seulement le père de la nation arc-en-ciel qu'il avait construite avec tous les Sud-africains, mais aussi un des pères de la nation universelle que nous voulons construire avec tous les progressistes.

Je pense aussi, ce matin, à la situation en Centrafrique. Je voudrais que la voix de Mandela, que cette voix de paix porte jusqu'à la Centrafrique, que l'on ne connaisse plus la peur quand on sort de sa maison, que l'on arrête de s'entretuer, que l'on entende son message de réconciliation.

Le président de la République, François Hollande, a décidé avec courage, après le vote d'une résolution du Conseil de sécurité, d'une intervention de la France pour soutenir les forces africaines de la Misca, pour faire cesser les violences, pour protéger les populations civiles, et pour permettre une transition démocratique dans ce pays comme elle a eu lieu enfin au Mali.

La France est à la hauteur de ses responsabilités internationales, elle est au rendez-vous de la solidarité internationale. L'Europe et l'ensemble de la communauté internationale doivent également se mobiliser. C'est un devoir moral, mais c'est aussi un enjeu pour la sécurité du monde que de ne pas laisser l'instabilité s'installer au cœur de l'Afrique.

Chers camarades, notre époque a besoin de repères, elle a besoin de valeurs, elle a besoin d'engagement. Et je veux saluer ce matin l'engagement de nos candidats aux élections municipales et aux élections européennes que nous venons d'investir lors de cette Convention.

Notre époque est traversée par une crise économique, sociale, mais aussi une crise de valeurs et de confiance en l'avenir. C'est pourquoi elle a besoin de choix politiques clairs et de différenciation entre les partisans du progrès et ceux qui ne proposent que régression et défaitisme. Et nous assumons la confrontation des projets de société avec la droite. Et nous devons assumer face à la crise, comme face à la droite, les choix politiques qui sont les nôtres au service du pays. C'est notre rôle. C'est le rôle du parti et de chaque socialiste. Nous expliquons chaque jour le sens de notre politique, et, chers camarades, il va falloir continuer inlassablement. Nous allons redoubler d'efforts, sonner à chaque porte, expliquer chaque réforme, pour convaincre face à l'extrême droite, à face à la droite extrémisée. Notre devoir, c'est de mener la bataille avec toute l'ardeur de nos convictions et de nos valeurs.

Nous avons engagé une longue bataille pour le redressement de notre pays. Le gouvernement s'y attelle chaque jour avec courage. Nous le faisons avec toujours comme priorité la justice sociale et la préparation de l'avenir, parce que c'est l'intérêt du pays tout entier. Quand d'autres défendent les intérêts particuliers, dont la somme ne fait jamais une nation, la gauche, c'est le parti de l'intérêt général. Alors assumons ce que nous sommes, et dénonçons inlassablement ce qu'ils sont et ce qu'ils proposent, qui ne serait en réalité qu'un retour en arrière en pire. Car la droite, aujourd'hui, est une droite encore plus dure que celle du quinquennat précédent.

D'abord, assumons cette priorité : l'emploi, l'emploi de qualité pour tous. Nous avons mobilisé un arsenal de mesures sans précédent : emplois d'avenir, emplois francs dans les quartiers, contrats de génération, pour que les seniors et les jeunes puissent être dans l'emploi, pacte de compétitivité, car nous nous refusons une quelconque fatalité du chômage. Et le chômage commence à reculer pour la première fois depuis deux ans. Il baisse pour le sixième mois consécutif pour les jeunes. Nous ne nous en contentons pas. Nous savons que le chemin sera encore long, parce que nous voulons nous attaquer au noyau dur du chômage de masse, mais ces premiers résultats, dont la droite s'est d'ailleurs bien gardée de se réjouir, nous montrent qu'il faut tenir le cap de notre politique et amplifier les efforts dans ce sens.

Que propose la droite, elle, dans son contre budget qui a été présenté à l'Assemblée nationale ? De supprimer les emplois d'avenir, alors que plus de 85 000 jeunes en bénéficient déjà. Ils proposent de défaire. Nous sommes fiers de faire. Parce que nous sommes le parti du travail et de la production. Ils sont, eux, le parti de la précarité, des reculs sociaux, de la rente. Oui, nous sommes fiers d'avoir déjà fait non seulement les emplois d'avenir, mais aussi d'avoir lancé les 34 plans de reconquête industrielle, le plan numérique, le soutien aux industries de la transition écologique, d'avoir créé la Banque publique d'investissements, qui soutient les entrepreneurs, les innovateurs dans les territoires, d'avoir créé aussi de nouveaux droits pour les salariés, avec la loi de sécurisation de l'emploi, droit à la négociation collective, droit à la formation professionnelle, droit à être représentés dans les conseils d'administration, quand leur obsession à eux, c'est de supprimer des droits : supprimer le 35 h, supprimer la durée légale du travail, supprimer le RSA. Nous sommes fiers d'avoir permis la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, de permettre pour la première fois la prise en compte de la pénibilité dans le système des retraites avec la loi que nous venons d'adopter, quand la seule proposition de la droite, c'est la retraite à 67 ans. Peut-être même que demain ils se rallieront à la proposition de Cameron de la retraite à 69 ans, pendant qu'ils y sont.

Alors à nous de le dire, à nous de dire ce que nous faisons pour le progrès social. Ils ne le feront pas à notre place. Oui, nous mettons de la justice, de la solidarité partout où cela est possible, dans toutes les politiques publiques, nous en avons remis dans la justice, dans la fiscalité, en rétablissant l'impôt de solidarité sur la fortune, parce que les efforts doivent d'abord être demandés à ceux qui ont le plus, en plafonnant les niches fiscales, en créant une tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, la taxe à 75 %, en alignant la fiscalité du capital sur celle du travail.

Et nous prendrons toute notre part au chantier ouvert par le Premier ministre pour la remise à plat de la fiscalité. Avec comme principe de la rendre plus lisible, plus juste et plus efficace, au service de la solidarité, de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la préparation de l'avenir. Nous voulons la redistribution, ils veulent, comme toujours, la confiscation du pouvoir, de l'argent, des privilèges. Oui, je suis fier et j'assume que nous bâtissons une société de solidarité et de justice sociale, quand ils prônent une société de la concurrence généralisée. Nous sommes, oui, du côté de ces centaines de milliers de Français qui bénéficient désormais

grâce à la gauche de l'extension de la couverture maladie universelle, des tarifs sociaux de l'énergie, du blocage des loyers à la relocation.

Nous sommes le parti du mérite et de l'égalité, parce que l'école de la République, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, et que cette école, c'est nous qui la redressons de tous les mauvais coups que lui a porté la droite. 10 %, ça, c'est un chiffre qu'on ne doit jamais oublier. C'est la saignée dans les effectifs de l'école qu'avait menée la droite quand elle était au pouvoir. Près de 10 % des personnels de l'école française. Et après ça, ils osent nous donner des leçons sur l'enquête PISA ? Mais les résultats de cette enquête, ils portent sur la période 2009 mai 2012, c'est donc leur bilan, leur échec éducatif au détriment de l'école de la nation.

Et donc, nous, nous devons être fiers de soutenir un président de la République et un gouvernement qui ont fait de la jeunesse et de l'éducation une priorité, qui ont décidé de recruter et de former 60 000 enseignants dans le quinquennat malgré la crise, parce qu'on ne doit pas sacrifier l'avenir, parce que nous refusons l'explosion des inégalités les plus injustes, c'est-à-dire les inégalités entre les enfants de notre pays.

C'est cela aussi le sens des nouveaux rythmes scolaires : créer les conditions de la réussite éducative de tous les enfants, alors qu'en faisant la semaine à quatre jours, ils nous avaient mis dans la situation des pays qui font le moins pour la réussite des enfants.

Oui, nous voulons des services publics forts dans notre pays, nous voulons la cohésion sociale et républicaine avec la politique des quartiers prioritaires que François Lamy nous a présentée tout à l'heure, avec les zones de sécurité prioritaires, alors qu'ils avaient supprimé la police de proximité.

Nous assumons aussi d'être le parti de la concertation et du dialogue social. Oui, le passage en force, le « *droit dans ses bottes* », qui sont les marques de fabrique de la droite quand elle gouverne, c'est terminé. Le gouvernement tient son cap, mais il écoute, il entend les revendications, il ouvre les discussions avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux quand des problèmes se posent, il recherche des solutions et propose des réponses et des solutions concrètes, comme il vient de le faire en Bretagne avec le pacte d'avenir pour cette région.

Tenir notre cap fermement mais dialoguer, rassembler, agir : voilà notre démarche. Il faut l'assumer, et nous en sommes fiers.

Oui, nous sommes le parti, aussi, de la rénovation des pratiques politiques. Au gouvernement, avec le premier gouvernement paritaire de l'histoire de la République, au parlement, avec le vote de la loi sur le non-cumul des mandats, et avec celle sur la transparence de la vie publique et au sein de notre Parti avec nos primaires citoyennes, qui avaient été un grand succès pour les élections présidentielles, et que nous avons renouvelées dans plusieurs villes pour ces élections municipales, et en particulier à Marseille et aussi à La Rochelle.

Evidemment, tout n'est pas facile. Rien ne nous est donné, et nous devons nous battre. Mais comme le disait Jaurès dans son discours à la jeunesse : « *L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir.* » Alors soyons le parti de l'espoir redonné aux Français. Les Français voient bien que la droite n'a aucun projet, si ce n'est un projet de régression généralisée.

Alors la droite, évidemment, va essayer de faire diversion, elle va essayer de dévoyer le débat démocratique de 2014 et d'entraîner la campagne sur trois terrains, cela a été dit. D'abord, la sanction du pouvoir de gauche. C'est une vieille rengaine de la droite. La droite, à chaque fois que la gauche gouverne, essaie d'instruire

le procès en illégitimité de la gauche au pouvoir. Eh bien, nous devons leur dire : libre à vous de vous opposer, c'est évidemment votre droit, même si vous pourriez aussi proposer de façon plus constructive, mais vous n'avez pas le droit de contester la légitimité démocratique de la gauche à gouverner. Nous sommes là, François Hollande gouverne, et il mènera à bien son projet, sa vision du redressement de notre pays dans la justice.

Deuxièmement, la droite, comme toujours, essaiera de manipuler la question des impôts, et d'entretenir une espèce de contestation de l'impôt local comme de l'impôt national. Mais comment ose-t-elle ? Quand on sait qu'elle a doublé le montant des niches fiscales pour les plus favorisés en dix ans, qu'elle a créé quarante impôts nouveaux pour les Français, et qu'elle a supprimé l'ISF pour les plus favorisés.

Nous montrerons que les villes de gauche sont des villes bien gérées, où chaque euro dépensé est un euro utile. Enfin, cela a été dit, elle essaiera de jouer sur les peurs, les peurs de l'immigration, les Roms, l'insécurité. Et on l'a vu encore récemment à Roquebrune-sur-Argens, dans le Var. On a vu à quels dérapages cela peut donner lieu. La porosité entre les idées de la droite et de l'extrême droite grandit malheureusement chaque jour. Ils cherchent à diviser le pays, et alimentent un climat nauséabond de haine et d'intolérance.

C'est pourquoi nous avons sonné l'heure de la mobilisation républicaine contre cette offensive réactionnaire, avec un grand meeting sur la République autour de Christiane Taubira. Car nous ne supportons plus cette déferlante de haine raciste, cette remise en cause de l'égalité, cette agression contre la République elle-même, ses institutions, ses valeurs.

Mais les Français ne se tromperont pas d'élection. C'est donc un enjeu pour nous de redonner à ces élections, et d'abord aux élections municipales, leur vrai sens. Nous allons montrer aux Français nos succès, nos projets, nos audaces, montrer, et je crois que beaucoup le savent, qu'une commune de gauche, ce n'est pas la même chose qu'une ville de droite. L'enjeu de ces municipales, cela a été dit, montré ce matin, leur vrai sens, celui qu'elle doit avoir pour les Français, c'est évidemment le choix d'un maire, d'une équipe, le choix d'un projet pour les communes, le choix des valeurs qui vont guider ce projet et qui vont déterminer l'avenir de nos communes. Oui, chers camarades, il y a un modèle municipal de gauche à défendre. C'est ce que nous montrerons dans cette campagne.

Une commune de gauche, c'est la primauté du service public, de la solidarité, du vivre ensemble, du développement de nos territoires, de l'engagement collectif et de la ville citoyenne. Le bilan de nos maires l'illustre, et nous ne saurions nous priver de le marteler, dans une période où les propositions et les discours de la droite divisent, fragilisent notre société, avivent les préjugés, les intolérances, les extrémismes.

Nous ferons donc campagne pour la ville qu'on aime, pour vivre ensemble, la ville mobilisée pour l'emploi et les entreprises, la ville solidaire qui soutient les services publics, la ville ambitieuse pour la réussite de chaque enfant, la ville écologique qui prend soin de l'avenir, la ville dynamique des transports pour tous, la ville engagée pour le logement, la ville plus sûre qui protège chacun, la ville fraternelle pour tous ses habitants, la ville douce à vivre pour les aînés, la ville créative de la culture pour tous, la ville citoyenne à l'écoute des habitants et de ses associations. Et cette ville qui protège dans la crise, qui innove pour l'avenir, elle a mille visages partout en France.

Je pense évidemment à tous les exemples qui ont été illustrés ce matin, mais aussi à d'autres. Je pense à Lambesc, cette petite commune de 10 000 habitants, pourtant pionnière de la transition

énergétique, ou à Besançon et à son nouveau réseau de transport qui allie solidarité et mobilité durable. Je pense à Strasbourg, si déterminée dans la lutte contre le mal logement. Je pense à la politique volontariste de Roubaix en matière de petite enfance ; à la rénovation urbaine des quartiers fragiles de Grenoble. Je pense à Nantes et à son formidable dynamisme culturel, à Lyon, qui a su reconquérir ses friches, et à l'aménagement des berges du Rhône et au nouveau éco quartier Confluence. Je pense au dynamisme économique de Toulouse, à l'action qui est menée par Pierre Cohen, à la pointe de l'innovation et de l'avenir autour d'Airbus, mais aussi aux offices de la tranquillité qui assurent la sécurité des citoyens dans un esprit apaisé et de proximité. Je pense à Lille bien sûr, à sa formidable politique culturelle, à l'Euro Métropole, levier de coopération transfrontalière.

Et je pense à Paris, à son action ambitieuse pour augmenter le nombre de places en crèches, 10 000 supplémentaires depuis 2001, à sa politique des transports, à son tramway, aux Vélib', à la reconquête des berges de la Seine, aux nouveaux outils de participation citoyenne.

Il y aurait encore tant d'autres exemples. Avec la gauche, les villes changent, elles sont plus solidaires, plus citoyennes, plus écologistes, plus innovantes, elles se battent pour mieux vivre ensemble, elles se battent pour l'emploi, et c'est pourquoi nous appelons toute la gauche à défendre ensemble ce projet municipal, à se rassembler dans ces élections municipales.

Et nous savons que dans la majorité des villes, c'est ensemble, avec nos partenaires, que nous irons à ce scrutin dès le premier tour. Oui, c'est en portant haut et fort nos valeurs de gauche, c'est en défendant la République corps et âme, c'est en soutenant le progrès municipal comme le progrès dans toutes les politiques nationales que nous parviendrons à faire reculer les maux qui gangrènent notre pacte républicain, toutes les formes d'individualisme et de repli sur soi, le communautarisme et l'incivisme.

Alors, chers camarades, Anne Hidalgo a choisi pour sa campagne à Paris un joli slogan : Osez Paris. Oui, il nous faut oser être nous-mêmes, assumer ce que nous faisons et ce que nous sommes dans ces élections municipales, mais aussi dans l'autre scrutin de 2014, les élections européennes, car il y a un sujet où nous devons oser être nous-mêmes : l'Europe. Parce que l'Europe est dans le patrimoine génétique des socialistes. Et il nous faut donc oser l'Europe, oser l'Europe de gauche. Le cœur de notre combat sera de donner une nouvelle ambition, une nouvelle orientation à l'Europe. Face à l'échec patent des conservateurs, de leurs politiques de libéralisation, de dumping social, d'austérité, à nous de redéfinir quelles doivent être les priorités en Europe.

La première, c'est l'emploi. C'est la bataille menée par François Hollande, avec les Socialistes européens, avec Martin Schulz, pour faire adopter en particulier la garantie jeunesse, qui va permettre, en étant doté d'un budget de 6 milliards d'euros, d'offrir à tous les jeunes dans les pays où le taux de chômage est élevé, quand ils sont sortis sans qualification du système scolaire, une formation et un accompagnement de retour à l'emploi. Priorité à l'emploi, donc à la croissance, au soutien aux investissements, à la recherche et à l'innovation.

La politique monétaire et budgétaire ne doit plus être un carcan pour la croissance. Nous devons plaider pour un véritable gouvernement économique de la zone euro qui permette de décider de politiques actives de soutien à la croissance, de politiques industrielles européennes, de financement de projets communs. Nous voulons aussi que soit mise en œuvre maintenant la taxe sur les transactions financières et l'union bancaire, c'est-à-dire la régulation de la finance au niveau européen.

L'Europe sociale est toujours une exigence, et nous refusons l'alignement des modèles sociaux vers le bas. C'est pourquoi nous nous battons dans cette campagne pour la révision de la directive sur les travailleurs détachés, et aussi, comme l'ont fait nos camarades sociaux-démocrates en Allemagne, pour un salaire minimum dans tous les pays, et pour la convergence des droits sociaux en Europe.

Nous devons enfin rebâtir l'Europe des grands projets, l'Europe du numérique, l'Europe des énergies renouvelables, l'Europe de la mobilité verte et de l'agriculture durable. C'est ainsi que nous affronterons les défis du XXI^e siècle et que nous inventerons le monde de demain.

François Mitterrand et les pères fondateurs nous mettaient en garde d'abord contre le nationalisme, et voyaient dans l'Europe un moyen de le combattre. Ils avaient raison, et nous devons toujours le combattre, car nous voyons comme il resurgit à tous les coins de l'Europe, sur la base de l'agitation des peurs, et nous voyons comment l'extrême droite essaie de s'organiser au niveau européen, et nous ne la laisserons pas prendre d'assaut le Parlement européen.

Mais nous allons aussi porter le message de notre temps : seule l'Europe nous permettra de gagner dans la mondialisation au lieu de la subir. Seule l'Europe nous permettra de saisir toutes les opportunités du monde qui vient au lieu d'en craindre les mouvements. Elle nous permettra d'être pionniers dans les industries du futur, d'investir ensemble dans l'innovation, de faire que ce continent soit capable de bâtir demain dans le domaine de la transition écologique, des énergies renouvelables, du numérique les Airbus qui ont fait son succès à l'étape précédente.

Alors avec Martin Schulz, notre candidat à la présidence de la Commission européenne, avec tous les progressistes du continent, nous allons faire barrage aux conservateurs, mais aussi à tous les xénophobes, à tous les populistes qui, en semant sur le continent l'intolérance et la haine mettent en péril le socle fondateur de l'idée européenne. A l'heure où les peuples doutent de l'Europe, nous devons les réconcilier avec l'Europe, avec le rêve européen, pour plus de solidarité, plus de démocratie, pour que l'Europe pèse à nouveau dans le monde.

Chers camarades, je veux, pour terminer, adresser un message simple à la droite. Alors qu'elle va essayer d'instrumentaliser ces scrutins contre la politique que nous menons, nous allons, nous, la gauche, servir les Français dans nos villes et en Europe. Leur obsession, c'est le pouvoir pour eux-mêmes, notre obsession, ce sont nos devoirs envers la France.

Et comme François Hollande, nous ne céderons rien. Notre détermination sera totale, non seulement parce que c'est le mandat que nous ont donné les Français, mais parce que nous savons que la gauche a toujours une responsabilité particulière : donner son sens au progrès, et mettre le progrès au pouvoir. Alors nous tiendrons, contre le défaitisme et le déclinisme, contre les conservatismes, contre toutes les forces qui essaient d'entraver la marche du progrès, la marche des nouveaux droits, la marche de l'égalité et de la solidarité.

Nous sommes le premier parti de France à avoir adopté nos listes, pour les municipales comme pour les européennes. Des listes de candidats divers, renouvelés, avec plus de jeunes, plus de femmes. C'est une fierté. Et cela montre à quel point nous sommes mobilisés, nous sommes en ordre de bataille, nous sommes prêts à ces combats. Alors au combat, camarades, sans concession, rassemblés, déterminés, au combat pour nos villes, pour notre pays et pour l'Europe. Vive le Parti socialiste, vive la République, vive la France !



Chers camarades, quelques mots en introduction de notre Convention nationale, à la fois sur le rapport de la commission électorale et l'année électorale qui vient. Je commencerai directement sur le rapport de la commission électorale.

Dans à peine plus de cent jours, les municipales, dans un peu plus de six mois, les élections européennes, dans moins d'un an, les élections sénatoriales. Bref, c'est vous dire si l'année 2014 est une année électorale essentielle.

Le premier objet de notre Convention nationale, qui va faire l'objet d'un premier vote, c'est la validation de nos listes dans les villes de plus de 20 000 habitants, pas toutes, un certain nombre de nos têtes de liste nous ont demandé un délai supplémentaire pour bâtir une liste qui tienne compte immédiatement de l'intégration de nos partenaires avec lesquels nous passons des accords.

Deuxièmement, la ratification du vote sur nos listes aux européennes, en dehors de la circonscription Outre-mer, sur laquelle nous reviendrons et de la circonscription du Sud-Ouest, que nous devons adopter, j'en dirai un mot ; et enfin, la ratification de quelques listes aux sénatoriales pour lesquelles nous avons déjà eu un vote de nos adhérents.

VOIR LES RÉSULTATS PAGE 30

Pour nos listes, et d'abord pour nos têtes de liste, pour avoir non pas la lecture de la totalité des têtes de liste des villes de plus de 20 000, puisqu'il y en a presque 500, donc on y serait encore dans une heure, mais pour quelques villes que nous avons dû trancher lors de la dernière commission électorale, et pour que nous ayons de la clarté par rapport à des têtes de liste qui ont fait couler un peu d'encre dans nos départements.

À Meaux, c'est notre camarade Bastien Marguerite qui conduira la liste, à Versailles, c'est notre camarade Isabelle This Saint-Jean, au Kremlin-Bicêtre, la première des socialistes sera Geneviève El Malki, à Valenton, ce sera Cécile Nsoga, à Deuil-la-Barre, Fabrice Rizzoli, à Villiers-le-Bel, où nous avons eu, pour ceux qui suivent des débats dans cette ville et dans cette fédération, un vote d'investiture entre le maire sortant, notre camarade Marsac, et notre conseiller général, Ali Soumaré, je proposerai à la Convention nationale de valider la candidature du maire Jean-Louis Marsac comme tête de liste. Et il nous faudra encore dans les jours qui viennent avoir un travail, parce que comme nous avons eu un vote qui a donné un écart très faible entre deux candidats, il faut pour se rassembler tenir compte évidemment de celui qui conduira la liste, le maire sortant, mais aussi d'Ali Soumaré, et donc nous avons encore un peu de travail devant nous.

Nous avons un travail à faire sur quelques listes, où je pense qu'on peut améliorer notre rassemblement, c'est le cas à Nanterre, à la Ciotat, peut-être à Caen. Nous avons un travail important à faire sur les listes, et je voudrais en profiter pour excuser notre camarade Patrick Mennucci, qui va conduire une bataille majeure à Marseille et qui est retenu pour des problèmes personnels, il nous a prévenus hier soir tard dans la soirée.

Nous aurons à débattre aussi de situations sur les villes de Saumur, de Conflans-Sainte-Honorine et de Sainte-Rose en Guadeloupe, qui nous occuperont dans les jours qui viennent.

Evidemment, nous aurons à trancher toutes ces questions dans les deux bureaux nationaux qui nous restent d'ici la fin de l'année.

Dans la ville d'Istres, qui a un maire divers gauche, nous ne présenterons pas de liste. C'est une ville où il y a un vrai danger en raison des scores du Front national, et nos camarades devront conduire une discussion avec le maire, nos camarades de la section. Je dois leur en parler, mais de la même manière qu'à Brignoles, nous avons commencé par annoncer que nous n'aurions pas de candidat, nous n'ajouterons pas d'éléments à une éventuelle division de la gauche à Istres.

Pour ce qui est des européennes, nos listes ont été ratifiées dans l'ensemble des circonscriptions, et donc notre Convention nationale aura juste à valider ce vote.

Pour la circonscription du Sud-ouest, où, sur ma proposition, le vote a été suspendu pour que nous ayons un dialogue avec nos premiers fédéraux, je propose au vote de la Convention nationale de valider l'accord avec le Parti radical de gauche sur cette circonscription, et donc nous aurions une liste qui comprendrait comme candidats titulaires en premier une femme du Parti radical de gauche, en second pour les socialistes Eric Andrieu, de l'Aude, Laurence Harribey, de la Gironde, Renaud Lagrave, des Landes, Muriel Murawski, de Garonne, Kamel Chibli, de l'Ariège, Chloé Filot, du Gard, Jérôme Barbot des Pyrénées-Atlantiques, Merry-Lène Laballe, de l'Hérault, et Marc Gauché, du Tarn.

Pour l'ensemble des listes aux européennes, nous travaillerons dans les quinze jours qui viennent sur la liste des suppléants. Nous avons commencé à le faire au niveau national avec la commission électorale, et nous le ferons dans les jours qui viennent avec nos territoires pour équilibrer la représentation de l'ensemble des départements sur ces listes. C'est assez important.

Enfin, je vous demanderai de valider les listes pour deux des fédérations qui ont voté pour les sénatoriales : la Dordogne et le Gard. En Dordogne, c'est Bernard Cazeau et Claude Bérit Debat, qui ont été investis et dans le Gard, c'est une liste conduite par Simon Sutour, avec ensuite Françoise Laurent-Pérrigot, deux partenaires, et notre camarade Alexandre Pissas, qui ferme la liste de cinq candidats titulaires. Une autre fédération qui a voté, la fédération des Français de l'étranger, mais nous validerons ce vote dans un bureau national à venir, parce que j'ai une interrogation juridique sur une des candidates qui est en même temps suppléante d'un parlementaire, et donc nous sommes en train de vérifier ce point. Ensuite, nous pourrions valider les listes.

J'en ai fini avec la partie statutaire. Permettez-moi d'ajouter quelques mots en vue de ces élections, et surtout sur les élections municipales, même si j'ai évoqué d'autres échéances, mais nous aurons une réunion de travail avec nos têtes de liste et le premier des socialistes avant la fin de l'année sur les élections européennes et les secrétaires nationaux concernés.

Et donc, je m'attacherai à dire quelques mots des élections municipales. Jean-François Copé, il y a quelques semaines, à Saint-Etienne, lançait la campagne municipale de la droite dans cette ville, avec un refrain dont il espère sans doute faire le tube de l'hiver : fiscalité, insécurité. Et en appelant à ce que cette élection soit la sanction du gouvernement et du président de la République. Il l'a fait avec son sens de la nuance habituel. Il déclarait : « *Quand une ville est dirigée par la gauche (et ça va toucher le cœur de Pierre Cohen, le maire de Toulouse et président de la FNESR, qui agit pour le développement économique de la métropole toulousaine), elle n'a pas de politique de sécurité, pas de politique d'accueil des entreprises, considérées comme d'affreux capitalistes.* » Je me demande, mes camarades, si Jean-François Copé, quand il fait des cauchemars la nuit, ne fait partie de ces hommes politiques qui, sous prétexte que la gauche est au pouvoir, continuent à rêver de chars rouges qui descendent

les Champs Elysées. Plus sérieusement, je crois que Jean-François Copé se trompe d'élection, que l'UMP se trompe d'élection. Bien sûr, il y a une figure habituelle. Quand on est au pouvoir, on dit que c'est une élection locale, et quand on est dans l'opposition, on essaye de nationaliser l'élection municipale. Mais je voudrais en quelques mots vous convaincre que l'élection qui est devant nous va d'abord être une élection locale, et que les électeurs répondront d'abord à la question qui leur est posée : quelle femme, quel homme pour diriger notre commune, pour porter les projets de développement de notre commune, pour porter la gestion de nos écoles, pour porter l'action culturelle, pour porter l'action sociale, pour porter le développement des transports dans notre commune ? Il devait y avoir normalement, mais nous avons un petit problème technique, quelques slides qui devaient être projetés sur des résultats d'enquête d'opinion, je vais donc vous les commenter, et vous recevrez un document dans les jours qui viennent.

Plusieurs sondages évoquent cette question de l'enjeu national et de l'enjeu local dans les élections. J'en citerai un, très récent, du début du mois de novembre, réalisé par l'institut BVA, qui indique que 66 % des Français voteront pour des raisons locales. L'IFOP, pour le Journal du dimanche, indiquait 61 %. Pour mémoire, lors des élections municipales de 2008, on était à 64 % et lors des élections régionales de 2010, on était à 56 %. Sur ceux qui indiquent vouloir voter pour des raisons nationales, qui représentent entre 25 et 30 %, selon les instituts, il y en a à peu près deux tiers qui indiquent vouloir le faire pour sanctionner le pouvoir en place, et un tiers qui indique vouloir le faire pour le soutenir.

Et donc, mes camarades, ce que nous voyons, c'est une réalité simple : le cœur de l'électorat UMP est totalement déterminé à se déplacer pour voter contre le pouvoir en place. On va me dire : c'est assez logique. Il faut quand même que, en particulier nos maires sortants, intègrent que cette partie de l'électorat de droite, qui parfois vient voter pour le maire parce que c'est un bon maire, il y a peu de chance que nous l'ayons cette fois-ci. L'électorat de droite qui se déplacera ira d'abord se déplacer pour condamner la politique nationale.

Ayons en tête que cette réalité locale, ce n'est pas simplement un élément de sondage, je viens de l'évoquer, mais c'est aussi une réalité que nous avons vue dans des élections précédentes. Si le simple mouvement national expliquait l'élection, il faudrait qu'on trouve une explication à la victoire de la gauche en 2001 à Paris, Lyon et Dijon, ou à la défaite dans six villes de plus de 10 000 habitants dans le Finistère en 2008. Et puis, quand on regarde, en fonction de l'appartenance politique, si on va voter pour des raisons nationales ou locales, on s'aperçoit, et ça renvoie à ce que je viens de vous dire sur l'électorat UMP, que notre électorat votera plus fortement pour des raisons locales, et que c'est dans l'électorat UMP et l'électorat Front national qu'on votera pour des raisons plus nationales.

Et donc, on a un décor que l'UMP essaie de nationaliser, mais que les électeurs vont vouloir majoritairement local, à partir des enjeux dans les communes ; et il faut que nous restions sur ces éléments-là. Je disais : Jean-François Copé va entonner un couplet insécurité fiscalité, et il faut avoir en tête, notamment sur la question des impôts locaux, que nous avons une nouvelle réalité dans les enquêtes d'opinion. Ce sujet est aujourd'hui la première préoccupation quand vous interrogez les Français sur les motivations de leur vote en vue des élections municipales. En 2008, on était aux alentours de la huitième ou dixième place sur les items. La différence, c'est que dans un cas, quand vous êtes en tête, c'est à peu près un petit tiers de l'électorat qui en fait sa priorité, quand vous êtes en milieu de peloton, c'est moins de 10 % des électeurs qui en font leur sujet majeur. Mais là encore, mes camarades, présenté au plan national, c'est un sujet, mais regardé

à partir du prisme local, c'est une autre réalité. C'est la gauche, avec Marc Vuillemot, qui a redressé les comptes à la Seyne-sur-Mer, s'est la gauche avec Maurice Vincent, le maire de Saint-Etienne, qui fait face à la question des emprunts toxiques. C'est la gauche, je citerai encore, excusez-moi, mais c'est un peu la ville où je vais mener la bataille électorale, c'est la gauche, avec Pierre Cohen, à Toulouse, qui a réussi à déployer l'investissement sans alourdir la facture fiscale de nos concitoyens, Toulousaines et Toulousains. Et donc, nous n'avons pas à rougir, pas plus sur la sécurité, où c'est la gauche qui redéploie les ZSP quand la droite avait conduit les policiers et les gendarmes à quitter les quartiers de nos villes.

Mais là encore, il y a ce que disent les Français, et il y a ce que disent nos électeurs. Pour nos électeurs, c'est l'éducation et les écoles qui viennent en premier item, c'est le développement économique et l'emploi qui viennent en deuxième item. Et donc, ne nous trompons pas de terrain. Soyons attentifs à la bonne gestion, soyons attentifs à cette question de la sécurité, mais n'oublions pas ce qu'est notre terrain de prédilection, et qui est par ailleurs le terrain qui arrive en tête chez nos électeurs.

Et puis dernier aspect, sans citer des chiffres, croyez-moi, il y a des réalités locales sur ces aspects-là. Dans quelques sondages que nous avons faits dans certaines villes, où nous avons demandé les priorités dans les villes, nous avons la sécurité qui arrive en dessous de 10 %, quand elle est à plus de 30 au plan national. Donc il y a, y compris sur les items pour lesquels les gens vont se déplacer, des réalités locales que les électeurs identifient.

Mes camarades, l'UMP se trompe d'élection. Mais dans cette élection, nous aurons à faire face à une autre réalité, à notre droite. C'est celle de la progression du Front national. Je vais vite parce que nous avons déjà analysé à de multiples reprises les choses. Un Front national qui a vu son électorat très mobilisé dans les partielles, plus de voix au second tour de Villeneuve-sur-Lot et de Brignoles que Marine Le Pen à la présidentielle.

Pour que chacun comprenne bien ce que ça veut dire, dans la ville de Sorgues, dans le Vaucluse, si nous retrouvons cette réalité et que la participation est la même qu'en 2008 aux municipales, le Front national peut faire plus de 50 % dès le premier tour. Ce qui ne veut pas dire que c'est la chronique d'une conquête de très nombreuses villes pour le Front national. On a vu qu'après avoir annoncé des listes dans un millier de villes, on était quand même dans une grande difficulté pour les constituer. On ne compte plus les villes où le Front national distribue des tracts dans les boîtes aux lettres en indiquant, notamment pour les candidates, qu'elles peuvent être candidates sous leur nom de jeune fille et ainsi ne pas être reconnues par les électeurs. Sans doute faire campagne aussi avec un masque pour être inidentifiable par les électeurs.

Mais nous aurons cette réalité, et j'en viens au troisième point que je voulais évoquer, parce que cette réalité, elle débouche directement sur la question du rassemblement de la gauche. Nous sommes pour l'union en général et pour le rassemblement en particulier. Nous appelons de nos vœux, depuis le début de la préparation de ces municipales, l'union la plus large dès le premier tour, et nous voulons en particulier le rassemblement partout où il y a un risque que la gauche soit en troisième position au premier tour en raison de forts scores du Front national. Ça touche des départements entiers : le Vaucluse, le Gard, les Bouches-du-Rhône, le Var, le Pas-de-Calais, beaucoup d'endroits en Moselle. On pourrait citer bien d'autres villes, mais dans ces endroits, nous avons une exigence vis-à-vis de nos partenaires, c'est que le rassemblement ait lieu.

Le premier tour va être essentiel dans cette élection. Là où la gauche sera en troisième position, nous pouvons avoir une victoire annoncée qui se transforme en défaite. Nous avons un exemple, c'est la deuxième ville de France, à Marseille. Si la

gauche se présente totalement éclatée au premier tour, si le Front national, comme je le crois, est sous-estimé, sous-évalué dans les sondages, alors notre candidat peut être troisième. Et vous aurez beau avoir une addition de la gauche qui en fait la première force au soir du premier tour, le rassemblement sera difficile, il y aura des électeurs pour aller vers la force républicaine en tête pour barrer la route au Front national. Et donc, nous avons cette exigence. J'avais eu l'occasion de dire à nos partenaires lors d'un conseil national avant l'été : ça ne peut pas être l'union quand ça les arrange et l'autonomie quand ça les démange. Nous n'en sommes plus là. Et soyons clairs : il y a plus d'union aujourd'hui que les commentateurs ne le prédisaient il y a quelques mois, mais il n'y en a pas encore autant que nous le souhaitons.

Nos partenaires se présentent avec une autre logique. Pour Europe Ecologie Les Verts, c'est l'autonomie, pour le PC, c'est le cas par cas, pour le PG, c'est jamais au grand jamais. Et donc, nous nous donnons un rendez-vous, lors d'un bureau national, le 7 ou le 14 janvier, où nous concluons les débats avec nos partenaires, ce qui n'empêche pas au plan local de boucler des accords et d'avancer dans le rassemblement. Mais à ce bureau national, nous trancherons les endroits où nous soutenons les maires sortants de nos partenaires, et les endroits où nous présenterons des candidats. Je pense notamment à nos rapports avec le PC. Nous l'avons dit pour nous, la primaire sera l'exception. L'exception, pour être clair, ça veut dire très peu de villes. Mais la primaire doit être l'exception si le rassemblement pour le PC est la règle.

Et quand je vois que dans une ville de plus de 100 000 habitants, en région parisienne, à Argenteuil, on hésite toujours devant le rassemblement alors que la droite rôde et le FN est en embuscade, je dis qu'il ne faut quand même pas exagérer ! Mais je veux être clair avec nos camarades qui sont premiers des socialistes et dont la liste est ratifiée aujourd'hui : tant que le parti, au plan national, n'a pas indiqué que nous engageons une primaire, aucun acte de campagne local ne pèsera sur la direction du parti. Que personne n'imagine que parce qu'on multiplie les tracts d'ici la mi-janvier on a plus de chances de pouvoir avoir le feu vert pour engager une primaire. Chacun doit comprendre que nous sommes dans des réalités nationales. Et quand des camarades me disent : « on va y aller pour faire un premier tour de piste, on sait qu'on ne gagnera pas, et on se rassemblera au second tour », je leur dis de faire attention, le prix, ça peut être le rassemblement à Argenteuil, le prix ça peut être le rassemblement à Metz. Et là, ce n'est pas un premier tour de piste, c'est la victoire de la droite avec dans ses bagages le Front national. Et donc, il

faut que tout le monde ait la vision nationale des questions de rassemblement.

Enfin, je conclurai, mes camarades. Peut-être une interrogation, quand même, parce que la presse nous parle beaucoup, ces temps-ci, des listes entre le Parti de gauche et Europe Ecologie Les Verts. J'ai déjà eu l'occasion de souligner le caractère baroque, pour moi, de liste rassemblant une formation qui participe à la majorité gouvernementale et une formation qui la condamne en tout point. Mais à tout le moins, en dehors de cette interrogation, il faudra une clarification. Europe Ecologie Les Verts, depuis l'accord que nous avons eu aux élections législatives, nous avait habitués à changer de logique pour le second tour et à être dans la logique classique à gauche du désistement républicain en faveur de la liste de gauche en tête. Le Parti de gauche a choisi de rompre avec cette réalité, et a indiqué qu'il attendrait le soir du premier tour pour choisir, et pour s'interroger s'il se maintenait, là où il le peut, je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup d'endroits, s'il appelait à l'abstention, ne donnait pas de consignes de vote, ou s'il appelait au rassemblement de la gauche. Il va quand même falloir de la clarté du côté de nos partenaires d'Europe Ecologie Les Verts, parce que, y compris quand ils font ce choix-là, la règle entre nous, c'est maintenant le désistement républicain au second tour.

Enfin, l'abstention, et j'en termine, c'est notre grand ennemi dans cette élection. Je ne crois pas que nous soyons menacés par le vote sanction, mais nous sommes menacés par l'abstention. Je ne crois pas que le message que nous envoient nos électeurs, y compris dans le rapport à la politique nationale, s'est dégagé. Mais ils sont plutôt dans un attentisme, dans une interrogation, dans un désappointement par moments. Et donc, la question pour nous, c'est la mobilisation. On aura à l'évoquer dans les outils de campagne qui seront présentés, la question pour nous c'est le porte à porte, comme nous l'avons fait dans la campagne présidentielle, mais à un niveau et avec un professionnalisme tel que le parti n'en a sans doute jamais pratiqué. Si nous arrivons, mes camarades, à avoir cette réalité, une élection bien ancrée dans la réalité locale de nos communes, un rassemblement porté par nous, avec nos partenaires, et un travail de terrain minutieux, intensif, jusqu'à la veille du premier tour, qui garantira la mobilisation face au risque de l'abstention, je pense que ces élections municipales ne seront pas la vague bleue espérée par Jean-François Copé mais une belle surprise pour la gauche.





PATRICK ARDOUIN

Chers camarades, nous voilà réunis à une Convention nationale pour le lancement des campagnes 2014 pour les européennes et les municipales. Nous sommes prêts. Nous sommes prêts à mener ces combats unis, nous tous, les socialistes.

Les municipales, comme les européennes, sont des enjeux majeurs qu'il faut absolument gagner, et chacun d'entre nous apportera, toutes et tous, sa contribution pleine et entière. Il faut que la gauche l'emporte dans le maximum

de municipalités, pour que puissent être menées localement des politiques efficaces de solidarité, de justice sociale et de lutte contre le chômage. Le bilan des communes gérées par nos camarades est excellent. Il faut porter cette réalité haut et fort.

De même, faisons gagner la gauche pour qu'enfin cette Europe sociale que nous appelons tant de nos vœux voie le jour. Le dumping fiscal et social ne peut plus durer. La précarité sans cesse plus présente est, avec le chômage de masse, notre plus grand fléau. Il est temps que les pays d'Europe harmonisent leurs politiques en ce sens, et c'est par la victoire des forces de gauche que nous y parviendrons. Mais comment, au moment où l'on nous demande de ratifier les listes pour ces deux élections, ne pas soulever, au nom de la motion 4, Oser plus loin, plus vite, l'irrespect, voire parfois le mépris que les sensibilités minoritaires, et à travers elles les militantes et les militants, ont eu à subir ?

Je me rappelle, cher Harlem, lorsque tu étais tout nouveau premier secrétaire, au Congrès de Toulouse, tu as dit la chose suivante : « *Nous allons bâtir un nouveau Parti socialiste. Notre parti n'est entre de bonnes mains que lorsqu'il est entre les mains de ses militants.* » Et je rajouterai : lorsqu'il est totalement ouvert aux Français.



BENOÎT-JOSEPH ONAMBÉLÉ

Bonjour chers camarades. Ce matin, je voulais d'abord vous parler d'un premier fait, c'est l'unité de la gauche, qui, pour nous tous, est essentielle. Elle est essentielle, mais comme avait dit François Mitterrand à Épinay : « *Nous n'avons de leçon à recevoir de personne.* » Alors je vous le dis pourquoi ? Parce que la semaine dernière, nous avons fait un rassemblement contre les extrêmes et devant de nombreux militants socialistes, un de nos partenaires politiques nous a fait la leçon sur notre stratégie électorale. Ceci est inacceptable.

Je le dis d'autant que nous sommes pour l'union de la gauche, et qu'aujourd'hui, elle est indispensable pour préparer les échéances, notamment les échéances municipales. Mais ceci doit se faire dans un vrai sens des responsabilités, parce que l'union, ce n'est pas un petit jeu à la carte où l'on choisit les territoires

Je crains que nous en sommes encore loin. Non respect des minorités, bien que la motion 4 soit constructive et force de propositions. Elle est soit complètement sous-représentée, soit complètement écartée. Opacité des négociations, injonctions en tous genres, parachutages, et même un vote dans le Sud-Ouest pour les européennes tout simplement annulé et définitivement abandonné au motif que les militants allaient sans coup férir voter non. No comment. Le Midi-Pyrénées, d'ailleurs, boycotte cette Convention.

Pour la quasi-totalité des listes concernées sur les municipales et les européennes, la participation au vote fut très faible, 25 %, et les votes contre très élevés. Et si l'on rajoute l'absence de renouvellement des candidats, des mandats qui s'enchaînent sans fin et le cumul des mandats, ce bilan est pathétique, épique et pathétique. Il est grand temps de se reprendre. C'est pourquoi, au nom de notre motion, nous réitérons notre demande de lancer une grande réflexion sur la rénovation des pratiques démocratiques de notre parti. Nous proposons d'y rajouter aussi dans ce débat la question de la représentativité de nos élus. Quelles que soient les qualités, et elles sont grandes, que nous reconnaissons à l'ensemble du corps des fonctionnaires, est-il raisonnable que près de 80 % des élus soient des fonctionnaires, alors qu'ils ne représentent que 22 % de la population active ?

Il y a un vrai problème. Cette situation ne peut plus durer, et c'est à notre parti de lancer ce débat et de proposer des solutions. C'est la vitalité de notre démocratie qui est en cause. Tous les citoyens doivent pouvoir être représentés. Et je terminerai, ça sera très rapide : il ne s'agit pas de créer une commission sur la rénovation de nos pratiques démocratiques comme on donnerait à quelques-uns un os à ronger. Mais il s'agit de travailler ensemble pour aboutir à une Convention nationale qui débouchera sur des engagements fermes pour notre parti et pour notre pays. Nous le devons à nos militants, nous le devons à toutes les Françaises et à tous les Français. Et dans cette attente, nous sommes tous concentrés et tous unis, socialistes, pour faire gagner le Parti socialiste et donner un camouflet à la droite et au Front national.

dans lesquels on a le droit d'être offensif, un territoire dans lequel on a le droit de partir en ordre dispersé parce qu'on considère qu'on a des choses différentes à dire par rapport à nos camarades socialistes et puis partout où on se sent un tout petit peu fragilisé, eh bien on décide de faire l'union avec les socialistes parce qu'on sait que le Parti socialiste, c'est le parti qui est en capacité de rassembler les votes populaires partout dans notre pays.

Alors, je le dis ce matin, à la fois avec beaucoup de simplicité, mais aussi avec beaucoup de gravité, pour exiger de nos partenaires le sens de la responsabilité, parce que, lorsque nous avons des villes que nous pouvons aller gagner face à la droite, il est essentiel que dans tous ces territoires de conquête, le parti et toute la gauche soient rassemblés. Et donc c'est une exigence particulière que nous devons porter collectivement à l'attention de nos partenaires de gauche.

En outre, nous constatons également - c'est le travail qui est fait avec les camarades de la motion 2 autour de Juliette Méadel et de Jean-Louis Bianco - que dans beaucoup de territoires où la gauche est au pouvoir, nos partenaires, qu'ils soient écologistes ou communistes, jouent la montre. On attend, parce qu'on sait qu'au Parti socialiste, nous sommes des camarades disciplinés, on attend qu'une décision soit prise pour imposer à nos différents camarades de se rallier, comme ça, en rase campagne, à l'occasion

de l'échéance électorale. Donc il est hors de question d'accepter de nos partenaires qu'ils continuent à jouer la montre dans un certain nombre de territoires en attendant que nos camarades de province soient fragilisés.

Alors, je terminerai, parce que ça semblait essentiel pour nous aujourd'hui d'avoir un propos collectif, mais je terminerai quand même en parlant de nos cuisines internes, en disant ceci, ce sera très bref : nous nous félicitons des primaires, nous avons continué avec les primaires dans les territoires, c'est une chose formidable. Mais attention, nous sommes des progressistes et comme nous le savons il n'y a pas plus conservateur qu'un progressiste en place, mais de grâce, dans tout le processus que nous continuons, ceci ne doit pas être fait en sacrifiant ceux qui incarnent le renouvellement et l'avancée, c'est-à-dire la place des

femmes. Et nous avons constaté que la place des femmes dans ces élections, notamment les choix des têtes de liste aux européennes est en recul.

Nous constatons aussi que dans un certain nombre de territoires, nous pouvons être beaucoup plus volontaires sur la jeunesse, sur le renouvellement, sur la diversité, parce qu'en ce week-end si particulier, pour tous les hommes et les femmes de gauche partout dans le monde, mais aussi pour tous les progressistes, nous savons que l'humanité tout entière sait se nourrir, sait se grandir de tout l'apport de l'arc-en-ciel de l'humanité. Et, mes chers camarades, je vous le dis : n'ayons pas peur, soyons des passeurs de courage et ouvrons la République à tous ses enfants, et c'est au Parti socialiste de le commencer et de le prendre en œuvre dès les élections municipales.





JEAN-CHRISTOPHE
BONREPAUX

Je vais expliquer le vote de la fédération de l'Ariège sur les européennes, vote qui, je suppose, aurait été celui des militants s'ils avaient été appelés à voter. Certaines fédérations du grand Sud-ouest ont choisi de boycotter cette Convention pour dénoncer la procédure. Nous avons choisi, pour notre part, de venir, d'expliquer et de voter contre. Contre la démarche qui a guidé la constitution de ces listes; contre l'annulation du vote, contraire à nos statuts; contre la non prise en compte de l'avis des fédérations; contre l'accord avec nos partenaires, notre

partenaire le PRG, dont nous ne nous connaissons toujours pas le détail à ce jour.

Christophe, tu as dit que le vote avait été suspendu pour permettre un réel dialogue avec les fédérations. C'est vrai qu'il a en partie lieu, mais pas suffisamment à mon sens, ce n'est pas ça le dialogue. Le dialogue, c'est quand même comment obtenir la réponse à nos questions, et notamment connaître le contenu de cet accord. Qu'y a-t-il dedans ? Je ne le sais pas ce jour. Peut-être est-ce que je vais l'apprendre avant de passer au vote ?

Les élections européennes sont des élections essentielles, qui se situent dans un contexte très difficile. Pour réussir le meilleur score, nous devons rassembler au-delà de nos forces, bien entendu, mais nous devons d'abord et avant tout rassembler les militants, les écouter, leur permettre de débattre, les associer aux choix, leur redonner confiance. Au lieu de cela, ils ont l'impression d'un

profond mépris, d'un national totalement déconnecté de sa base. Je suis désolé de le dire.

Si nous voulons des militants actifs, nous devons les impliquer dans l'ensemble de nos décisions, y compris sur les débats stratégiques. Les militants ne doivent pas être infantilisés, ils sont en mesure de comprendre, d'entendre les enjeux stratégiques, d'entendre les nécessités d'accords avec nos partenaires, encore faut-il le leur expliquer, leur expliquer dans les temps, leur expliquer dans la transparence, sur quels projets, sur quelles contreparties, quel va être le discours porté par la tête de liste dans le Sud-ouest. J'aimerais l'entendre aujourd'hui. Je demande que le parti tire les enseignements de ce triste épisode et trouve un fonctionnement différent à l'avenir.

L'enjeu de ces européennes nécessitera que nous dépassions ce que je peux appeler, pour ma part, une crise interne, que nous devons vivre, que nous devons dépasser. Les militants s'intéressent aux élections européennes, contrairement aux citoyens. Mais aujourd'hui, ils sont démobilisés, en Ariège et peut-être, je le crains, au-delà. Il nous faut les remobiliser. Pour cela, nous nous appuyerons sur nos candidats : Kamel Chibli en Ariège, Eric Andrieu, qui est pour moi le vrai référent et la vraie tête de liste, et c'est bien qu'il soit dans cette position.

Mais Harlem, je te l'ai déjà dit, tu dois entendre le malaise, tu dois entendre le mécontentement, et venir expliquer, personnellement, expliquer les choix, assumer les positions, et je crois certaines erreurs, pour que nous puissions créer une dynamique de campagne qui est nécessaire à recréer aujourd'hui, pour envoyer Eric nous représenter au Parlement européen, pour mener le combat essentiel de l'Europe sociale, de l'Europe de l'investissement, de l'Europe de la réussite, que nous voulons, que nous appelons de nos vœux. Mais pour ça, nous devons, en Ariège au moins, mais je le crains au-delà, remettre le parti en mouvement.



GUILLAUME BALAS

Mes chers camarades, d'abord un point sur les municipales. On arrive à la fin, maintenant, de la constitution de nos listes, et en effet, les discussions avec nos partenaires ne sont pas encore achevées. Je sais que c'est un sujet dans de nombreuses villes, et on entend notamment cette demande aujourd'hui de clarification de la part de nos partenaires. Ça va prendre un petit peu de temps sans doute encore, mais c'est vrai qu'il le faut pour arriver à des rassemblements qui sont absolument nécessaires dans certains endroits où

nous sommes menacés par le Front national d'être troisièmes. Et c'est pour ça notamment que cette idée absurde de penser que les triangulaires nous seraient spontanément favorables est une erreur, une grande erreur d'analyse aujourd'hui quand on regarde un certain nombre d'enquêtes.

Ce que je voudrais dire tout d'abord, c'est que nous pouvons être extrêmement fiers, et comme ce n'est pas toujours notre habitude de le dire et de le penser, fiers d'être socialistes par rapport au travail qui a été fait par nos équipes municipales pendant cette dernière période, évidemment, mais également depuis une quinzaine d'années. Je dis ça parce que notre parti, aujourd'hui,

est dans sa réalité, et ça nous pose parfois des problèmes, y compris pour pouvoir réguler de manière un petit peu centrale, mais est d'abord le parti des territoires. C'est une réalité concrète. C'est une réalité qu'on peut contester, c'est une réalité parfois difficile, mais c'est un formidable atout aussi. Je discutais avec un grand élu récemment qui me disait : « *Finalelement, social-démocratie française ne s'est pas tant inventée dans une relation au mouvement social qu'en étant, pour le Parti socialiste, le syndicat des territoires.* » Et c'est vrai que nous avons créé la décentralisation, nous l'avons accompagnée, et que, de fait, nos élus, aujourd'hui, représentent une certaine forme de représentation indirecte des citoyens qui pèse ensuite sur le devenir du pays.

C'est pour ça que nous sommes en bonne position pour faire de ces municipales, malgré un contexte national difficile, une élection qui ne soit pas si mauvaise, qui soit même peut-être assez bonne. En tout cas, je le crois. Et nous pouvons réellement mobiliser nos militants sur ce sujet. Pourquoi ? Parce que nous avons créé ce modèle de socialisme municipal qui a été cherché pendant des années, souvenons-nous notamment des grands débats dans les années 70-80 sur ce sujet.

Mais le problème, c'est que ce modèle de socialisme municipal s'appuie avant tout sur un élément : porter le service public au plus près de nos citoyens. La proximité dans le service public. Et là, il faut que notre gouvernement nous aide un petit peu. Parce que, sur la question des dotations aux collectivités, il risque d'y avoir, à un moment, une contradiction entre la défense que nous avons aujourd'hui de nos villes et de nos territoires dans ce service de proximité et la réalité de ce que nous pourrions faire, y compris d'un point de vue financier.

Enfin, je crois qu'il faut là qu'on entende aussi les territoires dans les régulations budgétaires, qui sont faites au niveau national. Et je voudrais terminer en faisant le lien avec les élections européennes. Il est évident que si nous avons aujourd'hui la politique budgétaire que nous avons, c'est parce que nous voulons respecter, nous avons des débats là-dessus, un certain nombre de décisions, de compromis au niveau européen. Ces compromis deviennent insupportables pour nos concitoyens, que ce soit sur le plan budgétaire, et il nous faudra, dans la bataille européenne, dire que l'austérité est notre adversaire, et qu'aujourd'hui, oui, nous la gauche, nous sommes crédibles pour changer l'Europe.

Il faudra convaincre nos concitoyens, ça ne sera pas évident. Il faudra mettre des vrais morceaux de fraise dedans, et donc, à partir de ce moment-là, il faudra indiquer, et je termine par ça, que notre combat sera très concret. Or, il y a un angle. Cet angle, c'est celui



EDUARDO
RIHAN-CYPEL

Chers amis, chers camarades, c'est un grand moment qui nous rassemble ce matin, ici, à Paris, pour lancer nos campagnes municipales et notre campagne pour les élections européennes.

Alors, il y a un certain nombre de choses qui sont des classiques, au Parti socialiste. On fait avancer un certain nombre de choses, et nous sommes les premiers à savoir nous flageller. J'ai plutôt le sentiment que j'appartiens à un parti qui fait un certain nombre d'innovations, qui met en avant un certain nombre de candidats nouveaux, qui fait confiance

aux femmes, qui fait confiance aux jeunes, qui fait confiance à la nouvelle génération, et on n'a pas assez d'occasions pour le rappeler et pour le dire devant les Français.

Je veux qu'à cette tribune on soit aussi capable de dire que nous sommes fiers de ce que nous faisons au gouvernement avec le président de la République, avec le Premier ministre et l'ensemble des ministres, et que nous sommes aussi fiers de ce que nous pouvons faire avec le Parti socialiste. Qui, en France, a inventé les primaires ? D'abord pour les présidentielles, et ensuite maintenant, nous les avons inventées, renouvelées à l'échelle locale. Un grand succès à Marseille, 30 000 personnes se sont mobilisées pour désigner notre candidat pour enfin reprendre cette ville à la droite.

Est-ce qu'on a le droit, aussi, d'être fiers de ce parti qui fait le travail, qui mobilise, qui invente, qui sait susciter l'adhésion du peuple de France lorsqu'on lui donne la parole, qu'on ouvre les portes et les fenêtres de notre parti ?

J'ai appartenu et j'appartiens à une génération qui a eu sa chance, et j'ai déjà entendu en 2010, lorsque je suis entré à la région Ile-de-France, d'où j'ai démissionné pour ne pas cumuler avec mon mandat de député depuis juin 2012, toute une génération de jeunes socialistes a pu accéder aux responsabilités dans nos régions en 2010. Avant, en 2008, dans les conseils municipaux, aujourd'hui, nous avons aussi non seulement les primaires, qui ont désigné des candidats en toute liberté devant les Français qui sont venus participer à ce combat. Et nous avons aussi des jeunes, nous avons des femmes, nous avons la diversité. Faut-il rappeler

qu'on voit vivre aujourd'hui dans le débat en Bretagne mais sur tout le territoire. C'est que nos citoyens ne peuvent plus croire à une Europe qui, aujourd'hui, serait celle du dumping social et de la compétition sociale vers le bas. Et il faut affirmer haut et fort que, nous, socialistes, nous sommes ceux qui non seulement défendons le fait qu'il y a égalité entre les salariés sur tout le territoire européen, et que nous nous battons sur ce sujet, mais aussi que nous le ferons, que nous le mettrons en pratique, que nous le défendrons et que nous le ferons avaliser au niveau européen et que si nous n'y arrivons pas, alors nous le dirons et nous le critiquerons, nous le soulignerons comme étant une faute.

En gros, il faut aujourd'hui qu'au niveau municipal et au niveau européen, ceux qui défendent l'intérêt des salariés, des populations et du service public, ce soit la gauche, ce soit le Parti socialiste, et que ça redevienne une évidence.

Johanna Rolland à Nantes, qui a été désignée tête de liste dans la ville de Jean-Marc Ayrault ? Jérôme Safar à Grenoble, Rafika Rezgui à Chilly-Mazarin, Thierry Bonté à Amiens ? Camille Galap au Havre, dans le cadre d'une primaire ouverte ? Anne-Laure Jaumouillié à La Rochelle récemment.

Tout cela, nous devons être fiers, tout cela, nous devons le porter. Dans la première ville de France, bien entendu, notre amie ici à Paris, Anne Hidalgo, pour continuer le travail de Bertrand Delanoë. Est-ce qu'on a le droit d'être fiers de notre parti de temps en temps ? Je dis oui, défendons-le, allons en avant, parce que nous n'avons pas de raison de raser les murs, aucune de baisser la tête mais plutôt d'être fiers à l'ouverture de cette campagne pour les municipales ! Mes amis, saluons le travail qui a été fait, je crois que nous le méritons, et nous avons besoin de soutenir ces camarades de la nouvelle génération qui sont au combat et qui veulent changer les choses.

Et que le Parti socialiste aide, permet d'être en première ligne, je crois que c'est aussi quelque chose qui permet de mobiliser les Français. Ils n'attendent pas de nous la flagellation, ils attendent l'explication, ils attendent de nous de la force, ils attendent de nous de dire : oui, nous croyons en ce que nous faisons, oui nous affirmons que ce que nous voulons pour la France, que ce soit dans les collectivités, dans les municipalités, à l'échelle nationale que c'est bien ce que nous faisons pour réparer les dix années de droite qui ont si longtemps abîmé le pays.

Et puis je termine par l'Europe. Parce que j'en ai assez aussi, y compris parfois chez nous, d'un certain nombre de discours qui dénigrent l'Europe. Ce qui guette le Parti socialiste, et ce qui est une menace pour la France, ce n'est pas l'Europe, contrairement à ce que l'on entend dans un certain nombre de segments de la société française, dans des partis politiques national-populistes, mais aussi, hélas, à gauche, ce qui menace la France, ce n'est pas l'Europe, c'est le repli national. Alors, nous avons aussi à mener cette bataille pour l'Europe, pour une renaissance européenne, pour une reconstruction et une réorientation européenne, mais sur des bases et des valeurs qui sont pro-européennes. Parce que c'est la démocratie, c'est la liberté, c'est la prospérité, et c'est l'horizon par lequel la France continuera d'être forte et d'apporter sa voix au monde.



Chers camarades, je vous remercie de m'avoir invité pour dire quelques mots en tant que ministre de la Ville. Vous avez choisi le slogan, un slogan qui me plaît bien : la ville qu'on aime. La ville qu'on aime, pour celui qui a été maire pendant onze ans, moi je la connais bien, c'est la ville qui accueille, c'est la ville mixte, c'est la ville mélangée, c'est la ville qui cherche à tirer vers le haut tous les citoyens, quelles que soient leurs origines sociales, culturelles, quelle que soit leur histoire. C'est la ville telle que nos camarades socialistes la

gèrent depuis de nombreuses années. Vous ne serez pas étonnés que dans ce contexte, à l'intérieur de cette Convention consacrée aux élections municipales, je vous parle un peu des quartiers populaires dont j'ai la charge au gouvernement.

Ces quartiers populaires dont, malheureusement, dans les médias, on ne parle uniquement que lorsqu'ils s'enflamment ou lorsqu'ils sont minés par l'économie souterraine. Ces quartiers-là, moi, je les vis autrement, et les maires qui ont des quartiers prioritaires de la politique de la ville le savent bien, ils sont totalement différents et ils sont en attente. Ils sont en attente, et c'est, je crois, la responsabilité de la gauche de répondre à cette attente, pour deux raisons. D'abord parce que la gauche au pouvoir aujourd'hui a une mission : redresser la France, baisser les déficits. Mais on sait très bien que cette mission que nous avons de redressement, elle est indispensable, elle est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Les quartiers populaires, les citoyens qui vivent à l'intérieur de ces quartiers, ont été plus durement touchés que les autres par la crise.

Si François Hollande a souhaité que soit créé un ministère de l'Égalité des territoires au sein de ce gouvernement, ce n'est pas pour rien. C'est parce qu'après dix ans de droite, il y a de profondes fractures territoriales à l'intérieur de notre pays, des fractures à l'intérieur des villes, des fractures entre les villes, des fractures entre les villes et les zones périurbaines, entre les zones urbaines et les zones rurales et c'est la mission de ce gouvernement d'y répondre, malgré les contraintes budgétaires et financières.

La deuxième raison, c'est que ces quartiers populaires, nous leur devons beaucoup. Ce sont eux, vous le savez bien, qui ont fait la différence au moment de l'élection présidentielle et de l'élection législative. Pour tous ceux qui connaissent ces quartiers, même si la mobilisation a été moins forte, 60 % 70 %, 80 % voire 90 % ont voté pour François Hollande au deuxième tour de la présidentielle.

Et donc ce n'est pas pour des raisons électorales, mais simplement parce que c'est un devoir, parce qu'ils nous ont mis au pouvoir, nous avons le devoir de répondre à leurs attentes. Parce que, comme je le disais, ils ont subi la crise plus durement, et surtout, ils ont subi la politique de la droite pendant dix ans. Rappelez-vous, ces quartiers, la droite voulait les « nettoyer ». En fait, elle les a surtout montrés du doigt, elle les a stigmatisés, elle les a relégués. Et tous nos camarades qui sont dans ces villes de droite et je veux tâcher d'être le plus concret possible, ils savent ce que ça veut dire.

Patrick et Samia ne sont pas là aujourd'hui, mais la relégation, le symbole de la relégation, ce sont ces quartiers nord de Marseille. La réalité des quartiers nord de Marseille, c'est l'absence de transports, c'est l'absence d'emplois, c'est la fermeture des

équipements publics, c'est la fermeture des équipements sportifs, c'est les piscines... vous imaginez une piscine publique qui ferme dans les quartiers nord de Marseille au moment des vacances. C'est la réalité de maires qui ont décidé, parce qu'ils ne votaient pas bien, qu'après tout, on ne s'occuperait plus d'eux.

C'est aussi, je voyais tout à l'heure nos camarades de Nice, Christian Estrosi, qui met 2 millions d'euros dans la politique de la ville et 20 millions d'euros dans la police municipale, et qui décide aujourd'hui de renier ses engagements pris avec l'État de faire rejoindre le quartier de l'Ariane, le quartier le plus en difficulté de la ville de Nice, par le tramway. Il avait pris un engagement pour 2012, il a décidé que le tramway, pour l'Ariane, ce serait finalement en 2030. Ça, c'est la réalité de ce que vivent nos concitoyens des quartiers populaires lorsqu'ils sont, malheureusement, dirigés par la droite.

Et pour la gauche, vous avez bien vu, chers camarades, pendant dix ans, vous qui avez été maires, et je vois nos élus, Pierre Cohen, bien entendu, qui sait ce qui s'est passé à Toulouse, il y a eu une formidable mobilisation de nos élus, de notre monde associatif, auquel je veux rendre hommage, parce qu'il a beaucoup souffert pendant ces dix années. Nos élus se sont mobilisés pour les services publics, pour aider nos concitoyens des quartiers populaires, mais la réalité, c'est, en ce qui concerne la politique de la ville, la baisse de 30 % des crédits qui permettaient de soutenir les actions de cohésion sociale à l'intérieur de nos quartiers.

Et le résultat, vous le connaissez. La situation dans nos quartiers populaires, tout particulièrement dans ce qui est la priorité du président de la République et du gouvernement, à savoir l'emploi, la réalité, c'est un taux de chômage qui est deux fois plus important dans les zones urbaines sensibles que partout ailleurs. Ça veut dire 21 % pour les adultes, mais pour les jeunes, c'est trois fois la moyenne nationale. Et je vois nos camarades d'Amiens, pour être très concret, dans les quartiers nord d'Amiens, c'est 57 % de chômage pour les jeunes.

Et donc, pour la gauche au pouvoir, face à cette situation, il y avait trois solutions : ne rien faire et c'est finalement ce qui s'est passé pendant dix ans et donc laisser tomber ces quartiers aux mains des dealers, aux mains des fondamentalistes, et d'ailleurs, souvent, les deux se nourrissent l'un de l'autre. La deuxième solution était d'annoncer un énième plan Marshall, et François Hollande a juste raison l'a refusé pendant la campagne électorale, parce que finalement la référence n'est pas bonne, et finalement, ces fameux plans d'urgence n'ont jamais existé.

Et la troisième solution, c'est celle qu'a choisie le gouvernement, c'est de s'attaquer aux racines du mal, de bâtir un plan structurel, de bâtir un plan dans la durée pour ces quartiers populaires. C'est le choix qu'a fait ce gouvernement en se mobilisant depuis seize mois. Et moi, je voudrais être très concret, parce qu'après tout, l'utilité d'une telle intervention, c'est de vous donner des arguments pour après vous mobiliser à l'intérieur de vos villes. Qu'a fait le gouvernement pour les quartiers populaires depuis seize mois ? Parce que moi, je suis d'accord avec beaucoup d'entre vous, j'en ai un peu assez du climat d'auto flagellation dont nous sommes parfois victimes.

La gauche, dans les quartiers populaires, depuis seize mois, c'est le choix de 20 000 emplois d'avenir dans les zones urbaines sensibles, c'est-à-dire 20 % des emplois d'avenir. Alors que cette jeunesse, elle ne représente que 12 % de la jeunesse française, c'est 20 % à la fin de l'année. Et c'est 30 000 emplois d'avenir à la fin de l'année 2014, les emplois d'avenir, vous savez ce que ça signifie. Ça signifie pour ces jeunes retrouver un travail, retrouver un logement, pouvoir quitter les parents, retrouver tout d'un coup un espoir.

La gauche, dans les quartiers, c'est, avec Vincent Peillon, 2 500 postes pour la scolarisation des 2-3 ans. Et ça, c'était dès la rentrée de 2013. La scolarisation des 2-3 ans, ce n'est pas pour tout de suite, les effets. C'est pour l'enquête Pisa de dans dix ans.

La gauche au pouvoir, c'est également 25 % des postes pour le dispositif Plus de maîtres que de classes, c'est le ciblage des 100 000 places de crèches, c'est le soutien aux maisons de santé, la bonification de l'appel à projets lancé par Frédéric Cuvillier sur les transports en commun en site propre, c'est très, très concret aussi. Lorsqu'un transport en commun en site propre, dans cet appel à projets, rejoint un quartier prioritaire de la politique de la ville, c'est 10 %. Et pour la petite histoire, si vous voulez savoir à quoi pouvait servir l'écotaxe, c'est financé par l'écotaxe.

Et puis c'est aussi le soutien aux collectivités les plus pauvres de notre pays. L'augmentation de la dotation de solidarité urbaine, l'augmentation de la dotation de développement urbain qui touche ces 100 communes les plus pauvres, c'est 355 millions d'euros depuis deux ans. Et lorsque moi, je vais voir nos camarades dans nos villes populaires, ils soulignent les difficultés, mais ils ont vu la différence. Parce que ces moyens, ils vont pouvoir directement les réinjecter à l'intérieur de nos quartiers populaires. Ça, c'était l'urgence. Et c'est ce que la gauche, la gauche et le gouvernement, a fait depuis seize mois.

C'était l'urgence. Mais je vous parlais d'un plan structurel. Il est en œuvre actuellement. C'est l'engagement, dès la fin du mois de mars, dans les 1 300 quartiers prioritaires de l'ensemble des politiques publiques à destination de ces quartiers populaires. Avant, les contrats de ville, c'était le tête-à-tête entre le maire et le préfet. Demain, ça sera l'engagement, bien entendu, du maire, du préfet, mais du président de l'intercommunalité, de la Caisse d'allocations familiales, de Pôle emploi, du recteur, de la Caisse des dépôts pour le développement économique, et bien entendu de nos camarades qui dirigent les régions et les départements, et qui se sont engagés à fléchir plus de 10 % de crédits de fonds européens qui seront gérés par les régions et les départements, c'est-à-dire quatre fois plus que ce qui se fait actuellement.

Demain, c'est l'entrée aussi de nouveaux quartiers dans la politique de la ville. Ces fameux territoires oubliés. Plus de 100 villes de notre pays, des villes moyennes qui ont les mêmes stigmates, les mêmes difficultés que les banlieues de nos grandes agglomérations, et qui vont entrer en politique de la ville. Je pense à Auch, Guéret, Villeneuve-Sur-Lot, toutes ces villes où il y a de très, très grandes concentrations de pauvreté, de grandes difficultés ; et qui vont pouvoir bénéficier des moyens de l'État. Demain, c'est également 20 milliards de plus engagés pour la rénovation urbaine pour nos quartiers populaires. C'est actuellement que c'est en train de se faire, puisque c'est dans la loi qui est déjà adoptée en première lecture, et je veux remercier nos camarades de la majorité d'avoir soutenu ce texte dès le mois de janvier au Sénat, pour une promulgation et une mise en application à la fin des municipales.

Et c'est, aussi par la loi, redonner la parole à nos concitoyens. Il faut que vous le sachiez, mais vous en êtes, je crois, persuadés : nous avons une absolue nécessité de redonner de la puissance à la démocratie locale, tout simplement pour pouvoir renforcer nos élus. Dans la loi que j'ai eue l'avantage, l'honneur, de présenter devant l'Assemblée nationale, il a été décidé de mobiliser nos concitoyens des quartiers populaires en créant des conseils citoyens. Et ces conseils citoyens, c'est aussi dans le texte de loi qu'ils seront soutenus financièrement et directement par l'État, par la République, pour pouvoir garantir leur autonomie et leur indépendance.

Donc vous voyez, chers camarades, je crois que la gauche a déjà fait beaucoup pour ces quartiers populaires, pas assez au

regard de la situation, mais je crois que nous avons été en capacité depuis seize mois de poser les fondements de ce que peut être une politique de gauche, trente ans après la marche pour l'égalité.

Je dis un mot de cette marche pour l'égalité parce que tout à l'heure, Eduardo faisait référence à un certain nombre de nos camarades qui vont porter nos couleurs, des camarades qu'on n'aurait pas vus il y a trente ans, finalement, et moi je veux rendre hommage aujourd'hui à cette mobilisation citoyenne, à ces marcheurs pour l'égalité qui ont fait sauter un plafond de verre, il y a trente ans, et qui ont permis tout à coup que la société française se rende compte que ces immigrés de deuxième génération, qui sont souvent dans les quartiers populaires dont j'ai la charge, existaient, et qu'ils étaient Français, membres de la communauté nationale, et que la République leur devait une reconnaissance.

Aujourd'hui, trente ans après, je crois qu'il y a un deuxième plafond de verre à faire sauter, et c'est notre responsabilité à nous socialistes. Ce plafond de verre, il y a plusieurs façons de le faire sauter : positivement, c'est ce que le gouvernement fait avec les emplois francs, c'est-à-dire ce coup de pouce que la République donne à ces jeunes qui, tout particulièrement les diplômés, ont fait des efforts, dont les parents se sont saignés pour que leurs enfants aient la meilleure des situations, et qui sont rejetés, qui n'ont pas accès à l'emploi parce qu'ils n'habitent pas à la bonne adresse.

Donc la réponse de la République, c'est les 20 000 emplois francs, et puis c'est la réponse aussi faite par la loi. Et je veux saluer l'amendement présenté par Daniel Goldberg à l'Assemblée nationale, qui fait que dorénavant, la discrimination à l'adresse sera le vingtième critère opposable, et que d'être discriminé parce qu'on habite tel ou tel quartier, parce que on habite la mauvaise rue, le fait de ne pas avoir accès au logement ou à l'emploi, dorénavant, à partir de la promulgation de la loi, ce sera un délit.

Voilà, chers camarades, ce que je voulais vous dire. Je voulais vous dire tout simplement qu'il existait bien un plan banlieues, que ce n'était pas le énième plan strass et paillettes et finalement bâton proposé par la droite ces dix dernières années, mais que c'était un plan sérieux, concret, structurel, efficace. Il prendra du temps, et nos concitoyens le savent. Je pense que nous allons dans la bonne direction, parce que nous sommes en train d'attaquer le mal à la racine.

Deux mots, si je peux me permettre, pour conclure. Un premier, de par mes fonctions, je sais que vous avez adopté vos listes pour les élections municipales, mais je sais que dans la réalité des choses, ce n'est pas forcément terminé. Donc continuez. Continuez à faire rentrer sur nos listes des conseillers municipaux issus de la diversité. Je crois que nous avons connu un premier pas, Eduardo l'a rappelé. Il n'y a que les socialistes pour pouvoir le faire.

Et puis une deuxième chose, parce que je me déplace souvent dans nos villes, dans nos quartiers populaires, je vois nos camarades qui sont en campagne. Et là, c'est autant le ministre que l'ancien responsable du parti qui vous le dit, je vois dans certains de mes déplacements des camarades qui ont la tentation de cacher le poing et la rose. Ils pensent que finalement, ce sera plus facile d'aborder ces élections municipales s'ils se dédouanent de ce que pourrait être l'action gouvernementale et l'action de notre parti. Alors je voulais simplement leur dire : un, vous ne trompez personne et deux, ne mettez pas votre drapeau dans votre poche, parce que nous n'avons absolument pas à rougir de notre action.



GUILLAUME BACHELAY

Chers camarades, chers amis, cher Harlem, cher François Lamy, à l'heure où s'engage la mobilisation de notre parti et de nos énergies militantes pour les municipales de mars prochain, nous revendiquons avec force, avec fierté, nous, les socialistes, le beau mot de « commune », rurale, urbaine, périurbaine, avec ses habitants et avec ses quartiers. La commune, c'est ce qui permet de mettre en commun. C'est un lieu, et c'est du lien. Et le maire, aux yeux de nos concitoyens, et d'abord des plus modestes,

c'est le premier élu vers qui se tourner, le premier qui peut aider. Et comme l'a justement dit notre Premier ministre dans son discours au Congrès des maires le mois dernier, le maire, c'est la démocratie en personne. Alors que le repli sur soi et l'individualisme menacent le pacte social, qu'une droite extrémisée et l'extrême droite cherchent en toute occasion à opposer les personnes, les catégories, les générations, les unes aux autres, la commune est pour nous les socialistes une source de solidarité et de citoyenneté au cœur de la République, dont elle partage et l'histoire et la géographie.

Oui, c'est ainsi que nous, femmes et hommes de gauche, concevons et bâtissons les villes et les villages. Ouverts, innovants, fraternels. En confirmation ou en conquête, chaque équipe qui portera nos valeurs et nos couleurs présentera bien sûr ses propositions aux habitants afin d'améliorer la vie quotidienne, et comme nous l'avions fait lors de précédents scrutins locaux, chacun fera sa campagne en fonction des spécificités de nos territoires, mais chacun aura aussi au cœur les quatre piliers, les quatre engagements de la charte élaborée avec le parti avec la FNESR, sous l'impulsion de son président, Pierre Cohen, que je salue avec amitié.

Le premier pilier, c'est la qualité de vie au quotidien, et d'abord par et pour l'éducation. Pour nous, la réussite de tous les élèves est une ambition nationale et une conviction locale. Dans les communes, elle passe par des bâtiments de qualité, l'articulation des temps scolaires et périscolaires dans l'intérêt des élèves, l'accueil de la petite enfance, l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Pour les socialistes, l'école, la formation, le savoir, la culture, c'est le premier sujet, le premier projet, le premier budget. La qualité de vie, c'est aussi, bien sûr, le logement. Faire en sorte que chacun dispose d'un logement adapté à ses besoins. Voilà ce qui anime les équipes socialistes sur le terrain. C'est le sens, par exemple, dans notre charte, de la règle des trois tiers bâtis dans les programmes de logements d'une taille suffisante. Un tiers de logement social, un tiers de logement en accession sociale à la propriété ou en loyer maîtrisé, et un tiers de logements libres, pour renforcer la diversité sociale.



C'est un urbanisme qui conjugue, bien sûr, le bâti, mais aussi les services publics, les commerces, les transports, l'environnement, l'animation des quartiers. La qualité de vie, c'est l'accès à des transports durables, le coût de l'énergie, l'aménagement du territoire, la possibilité pour chacun de se déplacer pour travailler, pour apprendre, se soigner, se divertir, tout fait de la mobilité un enjeu. Et là aussi, les socialistes ont obtenu des résultats et veulent aller plus loin. Nous plaçons pour des déplacements moins polluants, à travers les transports en commun et les modes doux, une mobilité partagée, avec le déploiement, notamment, du véhicule décarboné, une égalité sociale et territoriale accrue, avec un maillage fin des réseaux collectifs et une offre tarifaire qui soit adaptée aux besoins de tous.

Autre attente forte : la santé. Elle apparaît très haut dans les préoccupations de nos concitoyens. En matière d'accès aux soins, les inégalités ne sont pas seulement financières, elles sont aussi spatiales, territoriales. C'est pourquoi inspirer des bonnes pratiques locales, et par l'action nationale qui est désormais mise à l'œuvre en la matière, nos réponses s'appellent : installation des médecins généraux spécialistes là où ils viennent à manquer, politiques de prévention en matière d'alimentation ou de soutien aux pratiques sportives, développement de la télémédecine, en lien avec l'hôpital public et la médecine de ville. La qualité de vie, c'est aussi la sécurité. C'est une mission, on le sait, régalienne de l'État, désormais confortée au plan national par des effectifs supplémentaires et par les zones de sécurité prioritaires.

Mais à l'échelon local, les socialistes agissent pour la prévention, par des politiques publiques en matière d'éducation, d'urbanisme, de soutien à la vie associative. François Lamy faisait allusion tout à l'heure très justement, pour la proximité, avec la présence de médiateurs au plus près des habitants et puis aussi par des partenariats, et d'abord avec l'État, la police nationale, la gendarmerie, la justice, mais aussi les bailleurs sociaux, l'Éducation nationale, Pôle emploi, les missions locales, les compagnies de transports collectifs.

Le deuxième pilier de notre action pour les habitants, c'est le développement et l'attractivité des communes. Il y a le soutien à l'activité économique, pour créer des emplois, renforcer les filières industrielles et agricoles, développer l'économie sociale et solidaire, encourager l'innovation sous toutes ces formes, technologiques mais aussi sociale, environnementale. En lien avec les régions, notamment, et dans le cadre intercommunal, nous souhaitons favoriser l'implantation d'entreprises, encourager l'entrepreneuriat, l'esprit d'entreprise, mettre à profit les opportunités que constitue la transition écologique, les transports durables, et bien sûr le numérique. Je pense aux infrastructures, avec le déploiement de la fibre optique, mais aussi à la simplification au quotidien des démarches administratives, pour les citoyens comme pour les entreprises. Je pense en particulier aux PME.

Et bien sûr, la nécessité d'activer, nous le faisons, tous les leviers permettant l'accès à l'emploi, au monde professionnel, et d'abord pour les jeunes, avec les emplois d'avenir, et avec les emplois francs, qui sont un succès, et qui sont, pour nous les socialistes, une fierté. Et puis l'attractivité d'une commune, d'un bassin de vie, c'est aussi la valorisation des patrimoines naturels, bâtis, culturels, industriels, ainsi que le tourisme. Et enfin, cette excellence économique, c'est une gestion rigoureuse des ressources communales. Chaque euro dépensé doit être utile aux habitants et à la commune, pour assurer les services à la population au quotidien, pour investir à long terme, mais aussi pour mutualiser les moyens dans le cadre de l'intercommunalité.

Le troisième pilier de notre projet, c'est la volonté de bâtir des communes durables. La préservation de l'environnement, ce sont bien sûr des décisions qui sont prises à l'échelle mondiale, inscrites dans le temps long, et ce sera en particulier le rendez-vous de la conférence sur le climat à Paris en 2015 mais c'est aussi des choix assumés au plus près du terrain et au quotidien. Pour les socialistes, dans les communes et dans les intercommunalités, l'écologie du quotidien, c'est la protection de nos ressources, de l'eau et de la biodiversité au premier rang. C'est la sobriété dans nos consommations d'énergie en améliorant la performance thermique des logements et des bâtiments. C'est un progrès pour l'environnement, mais c'est aussi un gain de pouvoir d'achat pour les ménages, et aussi pour les budgets communaux. C'est l'éco-conception et l'économie circulaire dans le choix des matériaux de construction, des circuits d'approvisionnement du traitement sélectif des déchets et c'est l'action en faveur des énergies renouvelables pour se chauffer ou s'éclairer.

Le quatrième pilier de cette charte, c'est d'agir pour une citoyenneté active. Pour renforcer cette citoyenneté, nous croyons à la participation démocratique et au fait de rendre des comptes régulièrement sur l'action menée. Ce sont souvent les socialistes qui ont initié les conseils de quartier, de jeunesse, des sages, mais aussi les budgets participatifs. Alors continuons d'être offensives et créatifs en la matière.

À cet égard, le soutien à la vie associative, aux mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, demeure l'une de nos priorités, l'une de nos identités. Culturelle, sportive, sociale, humanitaire, civique, les raisons de s'engager sont nombreuses alors encourageons l'engagement, soutenons le dépassement de soi pour les autres. C'est aussi cela, la commune, pour nous, dans la République.

Enfin, pour les socialistes, la citoyenneté est indissociable de l'égalité et de la laïcité. Nouer des liens forts entre les générations, lutter contre les discriminations et les stéréotypes, prévenir et combattre toutes les violences, agir pour l'égalité femmes-hommes, promouvoir la laïcité et les valeurs de la République, nous ouvrir au monde à travers la coopération décentralisée, voilà ce qui nous anime parce que nous, les socialistes, jamais nous ne séparerons le local et le global.

Alors voilà, chers amis, chers camarades, le sens de cette charte du parti et de notre fédération des élus : qualité, attractivité, éco-responsabilité, citoyenneté, ce sont les points cardinaux de notre engagement dans les villes, les villages, auprès des habitants, avec une valeur, celle du service public, avec une boussole, le rassemblement, avec une exigence, le dévouement à l'intérêt général. Voilà la force socialiste pour nos villes. Bonne campagne.



Chers camarades, chers amis, comme l'a dit Guillaume, le Parti socialiste a un rendez-vous, le premier rendez-vous depuis les élections présidentielles et les élections législatives. Ce rendez-vous pourrait être sur une tonalité de défensive. On pourrait penser qu'ayant très largement la majorité des municipalités, et puis l'année suivante très largement les régionales, mais aussi les départementales, penser qu'il faut essayer d'avoir le moindre risque. Nous avons travaillé, le Parti socialiste avec Harlem Désir et la FNESR, pour

que les suggestions, les propositions qui sont faites dans cette charte pour les municipales soient un rendez-vous de combat politique, parce que c'est réellement l'occasion de montrer qu'aujourd'hui, lutter contre le Front national, c'est d'abord cliver avec la droite.

Montrer que, au quotidien, en proximité, et dans le cadre des perspectives et des défis que nous avons à relever sur nos territoires, on a des différences fondamentales avec ce que va proposer la droite. Alors oui, c'est possible de cliver, de montrer qu'à travers nos expériences, parce que depuis des années, même quelques décennies, les socialistes ont, sur les territoires, montré que les valeurs de gauche, de justice sociale, de défi écologique, d'ambition économique et d'être au rendez-vous de l'emploi, mais aussi de montrer que la démocratie et la démocratie participative pouvaient être réellement une autre façon de vivre au quotidien.

Mais aussi, et c'est là où je partage ce qu'a dit François Lamy, nous avons aussi à démontrer que nous sommes en écho avec ce que le gouvernement fait depuis un an et demi. Certes, tout le monde dira que sur le terrain, ce n'est pas simple. Certes, les élus, pour faire les budgets, ont énormément de difficultés. Mais si on analyse ce qui se fait depuis un an et demi, eh bien je vous rappelle que le précédent gouvernement nous avait choisis comme cible pour stigmatiser les collectivités territoriales comme étant le principal acteur du déficit public, de la décomposition du tissu social des territoires. Aujourd'hui, nous avons un gouvernement qui travaille, qui coordonne. Les lois qui sont en gestation et qui sont en cours de discussion à l'Assemblée nationale montrent que l'État veut être un véritable partenaire des collectivités territoriales dans le cadre de leurs responsabilités.

C'est fondamental, parce qu'aujourd'hui, nous pouvons lever la tête et montrer que trente ans de décentralisation des lois Gaston Defferre et Mitterrand, c'est un véritable succès. En effet, les collectivités territoriales sont au rendez-vous de l'intérêt général pour porter des valeurs comme celles du service public, pour montrer qu'elles sont à la fois ambitieuses par rapport aux défis de ce 21^e siècle, et protectrices de leurs populations. Donc cette coopération entre l'État et les collectivités territoriales doit être réellement un point fort des élections municipales.

Alors, quelques exemples, qui défraient la chronique, et où nous devons réellement contrer la volonté de la droite et de quelques corporatismes. Je prends l'exemple de l'ambition de Vincent Peillon. Dans sa réforme de l'école, il a montré pour la première fois, à ceux qui en temps qu'élus œuvrent depuis très longtemps pour que le temps périscolaire soit un vrai temps éducatif, qu'ils sont considérés par l'État comme en co-responsabilité de l'éducation. Oui, c'est important, parce que cela veut dire que nous avons une responsabilité à la fois vis-à-vis de nos concitoyens, mais vis-à-vis aussi de ce que peut être un projet éducatif sur nos territoires.

C'est aussi le cas pour le logement. Nous ne sommes pas à attendre que les 20 % de logement social votés dans la loi SRU deviennent pratiquement plus rien. Donner du sens à ce logement social, c'est montrer qu'il y a une nécessité d'aller vers 25 %. Mais ce n'est pas simplement 25 %, parce que dans nos villes, quand on dit qu'il y a une nécessité de faire 25 % de logements sociaux, ça veut dire que les élus laissent les autres 75 % aux promoteurs. Non, dans notre projet, nous proposons qu'il y ait un tiers de logements sociaux, un tiers de logements d'accession sociale ou de logements maîtrisés. Ce qui veut dire que derrière une politique du foncier, il y a une politique d'accompagnement pour qu'aujourd'hui nous ayons réellement la possibilité de faire que le logement soit pour tous.

Le logement pour tous, c'est dire que nous avons la responsabilité de faire que tous nos territoires, et en particulier nos villes, soient réellement accessibles à tous. C'est le logement, c'est l'éducation, c'est le déplacement, mais c'est aussi l'emploi. Et là aussi, quelle opportunité, quelle ambition, de nous donner des dispositifs qui nous permettent de faire que oui, nous pouvons donner l'emploi à des jeunes, à des publics dans des quartiers qui n'ont pas eu cette chance depuis de très nombreuses années. Au-delà de nos projets urbains, au-delà de la réussite éducative, au-delà de ce qui fait que le tissu associatif et la vie culturelle pour lutter contre la discrimination, tant que le chômage sera de l'ordre de 40 à 50 % dans les quartiers pour les jeunes, il y aura toujours cette rupture par rapport à ce qu'est le fondement de la République. Oui, les emplois d'avenir, les emplois francs sont une véritable chance pour renouer avec les valeurs de la République. Les collectivités territoriales accompagnent ces dispositifs.

Et enfin nous n'avons pas non plus à rougir sur des thématiques comme la sécurité. Oui, il y a de l'augmentation de la violence, oui, il y a de l'augmentation des délits auprès des personnes et des biens, mais dans quelle période l'augmentation s'est faite de manière inexorable ? Eh bien, les dix années où un personnage qui était ministre de l'Intérieur et qui est devenu président de la République avait considéré que ce serait réellement son succès. Aujourd'hui, nous vivons dans des territoires où la violence est en train de monter et où nous avons la responsabilité d'être en coproduction de sécurité. Ce sont des zones de sécurité prioritaires où, sur notre territoire, avec l'État, nous essayons d'adapter le comportement et la place de la police dans les quartiers, de faire que la justice ne soit plus aveugle sur la façon dont nous avons à répondre sur les délits. Cette coproduction nous amène aussi à être au rendez-vous de la sécurité, et en particulier des plus démunis.

Nous avons une responsabilité. Parce que nous ne pouvons pas déléguer le défi du développement durable à nos amis écologistes. Nous avons la responsabilité de montrer que le bouquet collectivités et intercommunalités aura la responsabilité de la transition énergétique, par le déplacement, par des plans climat, par la lutte de tout ce qui fait ce gâchis énergétique, par l'ambition du président de la République, annoncée à la Sorbonne... Quelle belle ambition de dire que nous allons participer au défi de la réduction de la dépense énergétique, de participer à ce mix énergétique, qui fera que nous réduirons à 50 % la part du nucléaire, et de faire que, oui, toutes les innovations, toute la modification des comportements de nos concitoyens et de la production nous amèneront à être aussi à côté de cette ambition nationale. Donc, oui, ces élections municipales, c'est l'occasion d'avoir un élan.

Et je conclurai en disant que cet élan, il est une chance, parce que nous avons, dans un grand nombre d'endroits, un rassemblement des forces de gauche. Dans un climat où une partie de la gauche non négligeable nous a lâchés sur le plan national, profitons de ces quatre mois pour faire que, oui, ce nouvel élan soit réellement une amorce, non seulement auprès de nos collectivités et de nos communes, mais aussi sur le plan national, pour faire que la gauche soit majoritaire dans ce pays.

PREMIÈRE TABLE RONDE



LAURENCE ROSSIGNOL

La ville qu'on aime, elle est éducative, elle est innovante, elle est durable, et elle ne pourrait pas être innovante sans être éducative, elle ne pourrait pas être durable sans être innovante, et elle ne pourrait pas être éducative sans être durable. C'est donc une table ronde dans laquelle nous allons donner la parole à nos candidats ou maires sortants, et aussi à Laura Slimani, qui va les interpeller sur ce que sa génération et le MJS attendent de ces élections municipales et de l'avenir. Je vais présenter les participants : Anne-Laure Jaumouillié, c'est donc notre candidate à La Rochelle. Jérôme Safar, qui reprend la brillante succession du très brillant maire de Grenoble, Michel Destot, qui est notre candidat pour cette

élection municipale, il nous parlera d'innovation, parce que quand on parle d'innovation, on pense Grenoble. Pour parler de l'innovation, il y a aussi Vincent Feltesse. Vincent Feltesse, c'est l'innovation, les nouvelles technologies, et c'est notre candidat à Bordeaux. Et puis Colombe Brossel, à Paris, est maire adjointe chargée de l'éducation, et est candidate à nouveau aux élections municipales sur la liste de Anne Hidalgo. Et puis enfin Christophe Rouillon, maire de Coulaines, dans la Sarthe, qui va nous parler des communes moyennes, ce n'est pas une petite commune, c'est une commune moyenne, dans lesquelles les élus socialistes développent des grands projets pour la ville durable et éducative.



LAURA SLIMANI

Je vais faire très rapide, puisque c'est la commande. D'abord, je vais interpeller nos candidats sur la question de savoir comment on fait en sorte que les jeunes, en 2014, ils votent à gauche et qu'ils votent pour nous, pour les socialistes.

Il y a en France beaucoup de communes qui mènent des politiques de gauche, des politiques qui sont favorables à la jeunesse, contrairement à la droite, qui, souvent, dans ses politiques, oublie la jeunesse, ne voit que l'enfance, l'âge adulte, et puis les personnes âgées. On oublie la spécificité qu'est celle

des jeunes dans les villes. Et pourtant, pour ma génération, la ville, c'est l'endroit dans lequel on passe le plus de temps. C'est l'endroit dans lequel on bénéficie des services publics, où on étudie, où on arrive pour travailler. Donc la ville, c'est extrêmement important pour ma génération.

Il y a des politiques qui favorisent l'autonomie des jeunes, c'est l'attente première des jeunes, de pouvoir bénéficier de logements étudiants, de pouvoir bénéficier de bourses étudiantes. Il y a des communes qui favorisent l'accès des jeunes à la vie étudiante, il y a la question de la caution solidaire, qui est apportée par un certain nombre de communes. Bref, il y a beaucoup de dispositifs qui permettent aux jeunes de se saisir de leur destin, ou en tout cas de pouvoir faire des études dans des conditions décentes, parce que la première préoccupation des jeunes, c'est souvent le porte-monnaie.

Il y a ensuite la question de la démocratie, et moi, je pense qu'une ville de gauche, c'est une ville qui favorise la place des jeunes dans la société et dans la ville, qui répond à leurs attentes, qui les écoute, qui favorise leurs projets, qui valorise les initiatives qui peuvent exister, notamment dans les quartiers populaires : donner une place à chacun, c'est ne pas négliger les initiatives qui peuvent exister dans les quartiers populaires, dans les communes rurales, par les jeunes qui essaient de faire vivre leur commune, et il y a beaucoup à faire en la matière, qu'il s'agisse de grandes villes, de villes moyennes ou même de toutes petites communes.

Et puis, il y a un autre élément qui me paraît important, c'est que ma génération, c'est celle de l'économie collaborative, celle de l'économie de la fonctionnalité. Et comme on parle aussi villes durables, eh bien oui, pour ma génération, c'est plus naturel d'aller emprunter un vélo à une borne qu'on va remettre une heure après plutôt que de se l'acheter. Pour ma génération, c'est plus naturel de partager un appartement plutôt que de payer deux fois plus pour le même espace. Pour ma génération, c'est plus naturel de partager un garage dans lequel on va pouvoir réparer son vélo si on a tout de même choisi d'en acheter un, plutôt que d'aller payer beaucoup plus cher dans un garage privé. Ma génération, c'est celle qui va construire ensemble grâce aux fablabs. Vous avez beaucoup de potentialités qui peuvent être celles des jeunes. Ces jeunes peuvent être porteurs aussi de cette économie collaborative. La durabilité des villes, c'est une condition du vivre ensemble.

Et puis, rapidement, quand même, je pense que ce qu'il faudra dire sur le terrain, c'est que les jeunes voteront à gauche parce que les projets municipaux les attireront, mais ils voteront aussi à gauche parce qu'ils ne veulent pas de la droite, et qu'ils connaissent les politiques sarkozystes à Nice, à Bordeaux et ailleurs. Moi, j'ai vécu, étudié, milité à Bordeaux et je connais l'absence de politiques culturelles de cette ville à part quand elle s'adresse aux personnes âgées et aux familles. Je connais l'absence de politiques en matière de vie étudiante, la difficulté de trouver des choses à faire le soir quand on est jeune, qu'on n'a pas beaucoup d'argent mais qu'on a quand même envie d'avoir accès aux loisirs. Nous savons aussi ce qu'a été la gestion des villes par les maires d'extrême droite. Leur première action, c'était de couper les subventions aux associations culturelles et de s'attaquer à la jeunesse parce qu'on sait très bien que c'est là qu'on va essayer d'aller titiller les esprits. C'est aussi s'attaquer à la jeunesse qu'essaie de faire le Front national dans les villes, et nous ne les laisserons pas faire.

Je terminerai juste en interpellant tout le monde sur la place des jeunes dans les équipes municipales, sur les listes. Je vous appelle à intégrer un maximum de jeunes sur les listes, parce qu'être jeune c'est apporter une certaine vision du monde. On le fait en tant que jeunes socialistes auprès du gouvernement, on pourra le faire aussi auprès de nos maires et de nos adjoints demain. Aussi, il ne faut pas laisser le FN prétendre qu'il représente la jeunesse. Le FN aura des candidats têtes de liste sur les municipales, il faudra que nous aussi.

Et puis les jeunes, c'est aussi ceux que l'on appelle à s'inscrire sur les listes électorales, parce qu'il ne faut pas oublier que 2014, ça commence en 2013 par l'inscription sur les listes électorales.



VINCENT FELTESSE

Bonjour à toutes et à tous. Merci de m'inviter à participer à une table ronde. A chaque fois, je suis le challenger, parce que, année après année, les collectivités locales sont devenues plutôt à gauche, il reste quelques bastions comme ça à droite : Le Havre, Nice, Bordeaux, et donc nous y allons vaillamment.

On y va sur un combat compliqué par rapport à ce que représente Alain Juppé. Parce qu'il y a un certain nombre de points de faiblesse, un certain nombre de propositions et un certain nombre de travaux à

faire. Pour répondre de manière très pratique à Laura, nous sommes le 7 ou le 8 décembre, l'inscription sur les listes électorales, c'est jusqu'au 31 décembre ; et nous ça fait des mois qu'on a regardé, qu'on a recoupé les listes électorales avec qui habitait physiquement dans les immeubles, et nous sommes en train de faire les cages d'escalier dans les bureaux de vote prioritaires avec des formulaires CERFA pour inciter les gens à s'inscrire sur les listes électorales.

Après, le projet municipal sur Bordeaux va se décliner autour de trois parties. Une partie solidarité, assez classique mais assez problématique pour toutes les grandes villes parce que malgré tout ce qu'on fait sur le logement, il y a un renchérissement des prix du foncier qui fait qu'une partie de la population, une partie des activités, a du mal à rester en ville. Ca c'est un point structurant, et on a de quoi s'appuyer sur ce que fait le gouvernement.

Une autre partie, peut-être, qu'on ne revendique pas assez, la question des valeurs de gauche, de l'ouverture à l'international, de la population immigrée, de la culture, de l'éducation, va être très

présente dans ma campagne. Je pense qu'idéologiquement on est trop sur le recul là-dessus. Je serai assez pêchu là-dessus.

Et une partie innovation. Innovation, bien sûr, en termes de politiques publiques, en termes de transferts de technologies, mais aussi innovation en termes d'approche sur ce qu'on va proposer aux habitantes et habitants de Bordeaux. Et juste peut-être deux mesures : la question des temps de la ville, qui est à mon avis aujourd'hui une question assez fondamentale. On sait que Rennes a travaillé là-dessus, on sait que Toulouse a travaillé là-dessus, on sait qu'à Paris c'est aussi un sujet. Mais la question de la temporalité aujourd'hui est à mon avis absolument fondamentale.

Et autre chose, pour répondre à Laura : la question des jeunes, je ne l'aborde pas juste sur la question des jeunes, mais on a une entrée particulière. On se rend compte que finalement, le cap des trois ans est souvent très important. Quand vous avez un enfant, les trois premières années de l'enfant, la place en crèche, c'est fondamental. Quand vous êtes jeune et que vous allez à la fac, les trois premières années, c'est là où vous pouvez vous casser la gueule. Moi j'ai été rapporteur du projet de loi Enseignement supérieur et recherche. Quand vous êtes créateur d'entreprise, les trois premières années de la création d'entreprise, c'est très important. Quand vous partez à la retraite, les trois premières années, si vous les négociez bien, font que vous rentrez bien dans le quatrième âge. Donc, nous, on est en train de travailler sur une espèce de pacte de confiance sur les virages de la vie autour des trois premières années, où on mettra le paquet pour que les gens qui sont en train de passer à une autre étape de leur vie soient particulièrement accompagnés par la municipalité de Bordeaux.

Et bien sûr, dedans, il y a la question des jeunes, des jeunes étudiants. Après, on est sur des choses plus classiques, ce que Toulouse a fait sur la tarification transports, sur la garantie pour le loyer, sur la capacité à avoir des lieux pour travailler, y compris le soir parce qu'on est nuls sur les bibliothèques universitaires.





JÉRÔME SAFAR

Je voudrais vous donner juste un premier signal, qui est une innovation politique mineure, mais qui doit être un signe d'espoir pour nous tous. Je sors hier soir de la quatrième réunion des primaires du projet à Grenoble. C'est plus de 1 200 Grenoblois en quatre réunions qui sont venus travailler avec nous pour élaborer le programme. Et hier, j'étais dans un quartier politique de la ville, à Teisseire, sur les questions d'innovation et d'économie, on était plus de 300. Les gens attendent

de nous qu'on vienne leur dire ce qu'on a fait localement, et dès qu'on se met au travail sur ces questions-là, les choses sont beaucoup plus simples.

Deuxième chose : Grenoble, vous en entendez parler en termes d'innovation, c'est vrai, c'est une aire urbaine de 400 000 habitants, c'est 21 000 chercheurs, c'est 62 000 étudiants, donc la question de la jeunesse, entre autres, est très importante, mais c'est aussi 25 % de la population qui n'a pas de diplôme, et là encore, ce sont les jeunes qui sont particulièrement victimes de cette situation-là.

Ce territoire grenoblois, en termes d'innovation, je ne vais pas vous le vendre. Vincent a parlé tout à l'heure de créations d'entreprises. C'est un territoire où nous avons aujourd'hui 1 500 entreprises créées chaque année, avec en particulier cet accompagnement à organiser entre la ville, les chambres consulaires, pour voir comment ces entreprises restent sur le territoire, comment elles dépassent cette fameuse période des trois ans. Et c'est un très gros travail que nous faisons depuis maintenant plusieurs années à Grenoble.

C'est, enfin, depuis 1998, la mise en œuvre par la ville, par les chambres consulaires, par le département de l'Isère avec André Vallini, de ce qu'on appelle le forum 4i, c'est-à-dire le rassemblement tous les ans de ceux qui innovent, de ceux qui investissent, des industries, et de ceux qui travaillent à l'international. Grenoble, c'est aussi une ville avec 51 communautés étrangères. Ça génère tout simplement, depuis 1998, 165 entreprises qui ont vu le jour grâce à cette rencontre annuelle, qui donne lieu tous les ans à un travail de fond, et c'est aujourd'hui 2 500 emplois pérennes qui sont issus de ce travail. Ça touche les jeunes et les moins jeunes, parce qu'il faut aussi parler de l'emploi des seniors quand on parle de l'emploi des jeunes.

Enfin, c'est le paquet sur l'économie sociale et solidaire. Aujourd'hui, c'est 8 000 emplois sur la ville de Grenoble, c'est plus de 12 % des actifs représentés sur le territoire de la ville de Grenoble, et c'est souvent des lieux d'innovation sociale, mais aussi technologique, en matière particulièrement de transition écologique. C'est là que les choses se passent beaucoup aujourd'hui, qui font que la ville est extrêmement attentive. Et je te le dis, c'est un des piliers de l'emploi pour les jeunes et de la création d'entreprise par les jeunes. On voit bien aujourd'hui que les associations, les fondations, les mutuelles, sont des projets qui intéressent grandement les jeunes, qu'ils soient diplômés ou pas.

On peut parler évidemment d'innovation technologique, d'industrie. On pourrait aussi parler des éco-quartiers. Tout à l'heure, ça a été évoqué par notre ami Lamy, c'est celui de l'éco-quartier de la caserne de Bonne, en plein centre-ville, mais ce sera aussi demain le premier quartier en renouvellement urbain par la taille à Villeneuve, avec l'aide, d'ailleurs, de notre ami Lamy sur la politique de la ville. C'est la mise en place, et le fait que nous l'assumons, des rythmes scolaires dès cette année, parce que ça aussi, c'est de l'innovation, et il faut le dire. On ne peut pas avoir un discours qui consiste à dire qu'on doit lutter contre le décrochage scolaire, contre les inégalités, et attendre, attendre en trouvant toutes les excuses possibles et imaginables. Nous, nous avons choisi de le faire et ça marche. Il faut aussi le dire : quand on met les moyens, on les a mis, ça fonctionne.

Enfin, c'est le fait que, depuis six ans, nous avons aussi travaillé sur ce qu'on appelle le parler bambin, faire en sorte que nous luttons dès le plus jeune âge, dès la petite enfance, à la plus grande des inégalités, qui est l'acquisition langagière. C'est le repérage dans les crèches des enfants qui, justement, dans leur famille, n'ont pas le bénéfice de parler français au quotidien, et qui vont arriver à la maternelle avec ce décrochage initial qu'ils ne rattraperont jamais. Quand on parle de ça, d'innovation sociale, on parle de prévention, on parle aussi d'accès à l'emploi demain.

Je terminerai enfin sur deux choses : c'est aussi parler de la ville la plus accessible de France. On se tire toujours la bourre avec Nantes, un coup c'est eux, un coup c'est nous. Ça compte aussi, c'est 7 % des collaborateurs de la ville qui sont en situation de handicap, c'est l'exemplarité que nous savons et que nous devons donner.

Et enfin, et je terminerai sur un autre dispositif gouvernemental, c'est demain, et quand je dis demain, c'est la semaine prochaine, le centième emploi d'avenir recruté par la ville de Grenoble et son groupe, et c'est 220 emplois d'avenir sur l'aire métropolitaine de Grenoble à la fin de l'année. C'est ça aussi l'innovation, c'est assumer ce qui se fait nationalement et le décupler par ce que nous pouvons faire localement.



ANNE-LAURE
JAUMOULLIÉ

Je voudrais d'abord rebondir sur ce que disait Laura sur comment est-ce qu'on ramène les jeunes à la politique, comment on les met au cœur du projet municipal. Je pense que c'est assumer le fait de construire un projet municipal sur le long terme et ne pas céder à certaines facilités qui consistent à répondre de manière un peu consumériste dans une campagne municipale, et avec, au cœur du projet, la question du développement durable et de la transition énergétique. C'est vrai qu'à La Rochelle, on a des atouts intéressants, des ingrédients

qui sont déjà sur place avec une Université qui est à la pointe sur les questions d'éco-construction, une Chambre des métiers et de l'artisanat qui a accepté de travailler avec des chercheurs de l'Université, des PME qui se sont déjà positionnées sur la question de l'éco-construction, et le rôle de l'agglomération, à ce titre, consiste à fédérer ce beau monde, à impulser cette question de la transition énergétique pour en faire un pôle de compétitivité.

Mais se projeter dans la ville, dans un projet municipal, je pense que ça commence dès la campagne, et dans la manière d'aborder la campagne. Et je pense notamment qu'il est impératif de politiser le scrutin, y compris municipal. Je pense que c'est la façon dont on peut accrocher les jeunes dans la campagne, et donc dans la projection dans le projet municipal et dans l'équipe. Ça ne suffit pas de les faire venir voter, on est bien d'accord.

Et politiser le scrutin, ça revient d'abord à assumer très clairement que nous sommes de gauche, qu'une politique, y compris municipale, de gauche n'est pas une politique municipale de droite, et c'est le marteler, le répéter, même dans un contexte où on peut considérer que la gauche est dans une situation délicate. Au contraire, moi je pense qu'il faut assumer ce que nous sommes. Et puis ne pas céder au postulat selon lequel les jeunes seraient peut-être moins politisés que les autres parce que sans doute plus individuels, plus égoïstes, ce qui est faux.

Travailler cette question, dans la campagne, c'est aussi dans la façon dont on mène une campagne de terrain dans la proximité. Je prends l'exemple des primaires rochelaises, qui ont été rapides à organiser, un mois et demi de campagne. Nous, dans l'équipe, nous avons décidé de faire une campagne de proximité, de profiter de l'opportunité de ces primaires pour d'abord être à l'aise dans un débat de gauche, puisque la primaire s'adressait aux citoyens de gauche, et notamment, nous avons refusé de faire les réunions publiques dans les salles municipales de manière classique, parce que justement, dans les salles municipales ne viennent que les gens qui sont déjà politisés et qui s'autorisent eux-mêmes à participer à un débat politique.

Nous avons donc fait toutes nos réunions dans les bistros de La Rochelle, et c'était frappant de voir à quel point, à l'heure de l'apéro, les militants étaient là, les sympathisants étaient là, participaient au débat. Dans toutes les soirées que nous avons faites, au début de la soirée, les gens que nous ne connaissions pas nous tournaient le dos et ont fini par participer au débat au fur et à mesure de la soirée. La plupart sont venus voter aux primaires, et je les en remercie. C'est une campagne de terrain et de proximité, qui consiste aussi à rénover un peu nos approches militantes.

Garder ce lien avec la jeune génération en politique, c'est aussi assumer le fait, y compris quand on appartient à une majorité sortante, comme c'est le cas à La Rochelle, que le renouvellement des pratiques et des cadres est indispensable. Et ça ne remet pas en cause du tout le travail qu'a fait l'équipe sortante. Renouveler les pratiques et les cadres, c'est assumer le fait que le non-cumul des mandats, ce n'est pas que le non-cumul entre les députés et les maires, qui sera effectif en 2017. Le non-cumul des mandats, c'est aussi assumer le fait qu'un adjoint doit consacrer l'essentiel de son temps à son mandat municipal et non pas à son mandat de conseiller général, à son mandat de vice-président d'une autre institution, par exemple. Et ça s'assume.

En tout cas, c'est ce que m'ont permis de porter sur la place publique ces primaires rochelaises, même si l'on sait bien que le but de ces primaires était d'éviter une dissidence à La Rochelle, alors ça n'a manifestement pas fonctionné puisque mon concurrent qui a perdu se présente quand même. Mais en tout cas, l'intérêt, c'était de porter sur la place publique un débat qui a permis, y compris à des gens qui ne s'autorisaient pas à s'approprier le débat politique, de se le réapproprier. C'est la réussite de ces dernières semaines.



CHRISTOPHE
ROUILLON

Aujourd'hui, comme on l'a dit ce matin, il faut fermer des portes à la droite sur le thème de la sécurité et le thème de l'impôt. Je pense que sur ces points, nous n'avons rien à nous reprocher. Je pense que nous sommes aussi efficaces, si ce n'est plus, que la droite.

Les priorités, quelles sont elles ? Ce sont celles de notre projet politique, mais aussi de notre vision de la France de demain. Et là, il y a l'éducation, il y a la transition énergétique, qui fait le lien avec la protection du climat, et aussi la bonne gestion du budget des familles, et de nos communes.

Sur l'éducation, c'est un plaisir d'être maire, parce que la question de l'éducation est fondamentale, c'est une question sur laquelle nous pouvons avoir véritablement une action. Et je suis fier, en tant que maire de Coulaines, d'avoir érigé le budget d'éducation au premier plan. Nous avons 30 % du budget consacré à l'éducation, et nous mettons en place des actions qui permettent véritablement de réduire l'écart entre les enfants de milieux défavorisés et ceux des milieux les plus favorisés. Je suis fier que, dans ma commune, avec 50 % de logements sociaux, 100 % dans un quartier, nous ayons des enfants qui, après avoir bénéficié de tous les dispositifs municipaux et du travail aussi de l'Education nationale, puissent au collège arriver à être au même niveau que ceux des quartiers bourgeois du centre.

Les maires, dans les communes populaires, doivent pouvoir, demain, avoir aussi les moyens de cette action. Et nous avons mis en place, pour 20 % des enfants de nos communes, les contrats de réussite éducative. Avec les Clubs coup de pouce pour les enfants de CP, 80 % des enfants rattrapent leur retard. Nous avons également mis en place les actions Coup de pouce pour le langage dès la maternelle. Nous avons mis en place les actions français langue étrangère pour les enfants issus de l'immigration. Nous avons mis en place les Contrats éducatifs locaux, avec une trentaine d'actions

pour tous les enfants, pour leur permettre d'accéder à la littérature, leur permettre d'accéder à la lecture, leur permettre d'accéder aussi aux sciences, qui ont été aujourd'hui stigmatisées par rapport au classement PISA, qui, aujourd'hui, la France a un véritable retard.

Donc il est effectivement important, et je crois que c'est la première des missions des communes, de pouvoir mettre en place ces actions de réussite éducative qui sont le pilier de la réussite et du rebond des enfants, parce que si nous ratons, les enfants, eux, ne nous rateront pas, comme le disait la formule. Et je crois que c'est là, en liaison avec le gouvernement, que nous pouvons mettre en place l'action la plus forte.

L'autre point que je voudrais développer très rapidement, c'est celui de la transition énergétique. Dans ma ville, nous avons signé le Pacte européen des maires contre le réchauffement climatique en 2009. Nous avons été la première commune française, la septième commune d'Europe. Après cinq ans, nous avons réduit de 20 % nos émissions de gaz à effet de serre, avec un investissement municipal de 7 millions d'euros. Nous avons reconstruit une école au cœur d'un quartier populaire de haute qualité environnementale, qui rassemble sur un seul site l'ensemble des activités scolaires.

Mais nous allons aller plus loin parce que nous nous sommes engagés d'ici 2020 à porter à 30 % cet effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'abord, il faut protéger, bien entendu, la planète. Nous avons déjà économisé 300 tonnes d'émission de gaz à effet de serre sur les 2 000 tonnes de la ville de Coulaines, nous allons porter à 400 tonnes. Et deuxième chose, c'est que nous voulons aussi faire revenir les budgets à la fois familiaux et municipaux sur le territoire. Plutôt qu'acheter des matières premières dans les pays du Golfe ou en Russie, nous allons faire de l'investissement qui profitera au tissu économique local. A partir de ces investissements, nous allons produire des économies de fonctionnement qui permettront d'être réorientées vers les actions municipales, et en particulier vers l'éducation, le cadre de vie et les politiques publiques pour nos concitoyens. Voilà deux points sur lesquels je voulais insister pour dire que dans les petites villes on pouvait être tout à fait innovants. La bataille se fera aussi dans les grandes villes, mais je crois qu'il est aussi important que, sur tout le territoire, dans les petites villes, mais aussi qui sont en lien avec le monde rural, on puisse demain avoir de grands succès.

COLOMBE
BROSSE

Moi, j'ai été très frappée de voir à quel point les socialistes placent au cœur des élections municipales l'enjeu éducatif. Et c'est un plaisir, parce que la vie d'un certain nombre d'adjoints socialistes en charge de l'éducation ces derniers temps a été parfois un peu houleux, mais nous avons eu du coup une petite période de retrait, et je crois que nous sommes en train de sortir de cette période. Nous devons porter haut et fort que pour nous, socialistes, les questions éducatives sont au cœur de ce que nous faisons dans nos villes, et sont au cœur des

élections municipales à venir. Pour nous, élus socialistes ou candidats socialistes, c'est un levier formidable, et je vais aller très rapidement sur deux points.

Le premier, c'est que la période a changé, camarades. Quand nous sommes, soit en responsabilités dans un certain nombre de villes, soit que dans des stratégies de conquête, nous sommes enfin dans des périodes où des postes d'enseignants sont recréés dans nos écoles, alors que pendant dix ans, nous nous sommes, les uns et les autres, battus pour empêcher des fermetures. Nous sommes quand même dans des villes dans lesquelles, dans les quartiers, là où il y a besoin, on voit enfin des enfants de moins de trois ans retrouver le chemin de l'école. A Paris, il y avait plus d'enfants de moins de trois ans scolarisés dans le privé que dans le public. C'est vous dire à quel point nous en étions arrivés. Eh bien oui, ça aussi, ce sont des leviers sur lesquels nous pouvons appuyer nos stratégies, nos ambitions et nos politiques éducatives.

Et puis, je le dis parce que là aussi, ça a été une réalité vécue par un certain nombre d'entre nous, nous assistons enfin à l'arrêt de la lente agonie programmée des RASED, ceux qui aident les enfants les plus en difficulté. Nous ne sommes pas au bout. Il y a encore des efforts à faire, et je crois que les uns et les autres, nous ne manquons pas une occasion de le dire à Vincent Peillon quand nous le voyons, mais ce retournement de tendance

nous permet, nous aussi comme élus municipaux d'être au cœur de stratégies éducatives sur nos territoires.

La loi sur la refondation, elle a aussi inscrit dans les textes un point absolument fondamental, c'est la place des villes, c'est la place des collectivités territoriales comme acteurs éducatifs. Nos villes sont déjà des acteurs éducatifs à part entière, mais la loi, en inscrivant la place de nos communes comme acteurs éducatifs, nous donne aussi une légitimité à porter encore plus loin les valeurs de justice, d'égalité pour l'ensemble des enfants, et de volonté de faire réussir tous les enfants dans nos villes.

Je prendrai un exemple dont on n'a pas parlé ce matin, si l'on prend les questions d'éducation artistique et culturelle, parce que nous sommes socialistes, nous savons à quel point l'éducation artistique et culturelle est un véritable levier d'égalité, de justice. La loi sur la refondation nous redonne

aujourd'hui la capacité, la possibilité d'organiser sur nos territoires, villes de 8 000 habitants ou collectivités de plus de 2 millions d'habitants, la capacité de faire en sorte que des intervenants en matière culturelle, que nos équipements municipaux, bibliothèques, conservatoires, que les équipements culturels soient les agents pollinisateurs, pour faire en sorte que l'éducation artistique et culturelle soit accessible pour tous les enfants, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Ce dont nous avons envie, c'est qu'ils puissent grandir, qu'ils puissent s'aventurer, qu'ils puissent découvrir, qu'ils puissent construire des parcours de réussite.

Alors oui, moi je suis vraiment ravie de voir à quel point nous retrouvons la fierté d'être des socialistes qui plaçons au cœur de nos ambitions, de nos projets, l'éducation, l'école, parce que c'est évidemment le premier des fers de lance de la construction d'un vrai projet socialiste égalitaire dans nos villes.



ALAIN FONTANEL

Cette matinée de travail a pour objectif de finaliser la préparation des municipales. On a désormais nos candidats, avec la ratification du vote qui a eu lieu tout à l'heure. Nous avons nos thèmes de campagne, il y a bien sûr la charte que Guillaume a présentée tout à l'heure, il y a tout le travail de bilan, de valorisation des réalisations que l'on voit dans le cadre des tables rondes, et il y a les outils de communication que David Assouline présentera en fin de matinée.

Mais il y a un sujet essentiel qui nous préoccupe tous dans le contexte politique actuel, c'est la mobilisation. Le différentiel de participation des électeurs, c'est la clé de ces élections municipales. Il est donc essentiel de capitaliser ce savoir-faire que nous avons développé au moment de la primaire présidentielle, bien sûr, surtout au moment de l'élection présidentielle, avec lequel nous avons une équipe complète dans le staff de François, qui était conduite par Guillaume Liégy, qui est ici avec nous ce matin, mais aussi Arthur Muller et Vincent Pons, qui constituent l'équipe traditionnellement appelée des Bostoniens, qui avait mis en place les formations, avec le parti, d'accompagnement à la mobilisation et au porte-à-porte.

Alors nous avons souhaité tirer les enseignements de cette expérience importante, et passer un cap avec ce qu'on peut appeler le porte-à-porte 2.0. Le porte-à-porte, ça fait longtemps, on n'avait pas attendu l'élection présidentielle, évidemment, pour en faire, les camarades dans les sections, les militants en font depuis longtemps, mais ce qu'avait apporté l'équipe de Guillaume, c'est un savoir-faire sur le ciblage des bureaux de vote, sur l'organisation systématique de cette mobilisation. Ils ont développé une application pour ordinateur et pour smartphone, elle s'appelle 50+1, qui permet de piloter de manière plus efficace encore ce porte-à-porte, avec différentes fonctionnalités.

La première, c'est l'identification des endroits prioritaires. C'est ce ciblage qui est essentiel : quels sont les bureaux de vote ? Quelles sont les rues où il y a un taux d'abstention particulièrement élevé dans chaque commune, où il y a un électorat de gauche particulièrement élevé ? C'est là où il faut aller en priorité. Cette application permet aussi de déterminer précisément comment organiser la feuille de route de chaque militant : où aller, dans quelle rue ? Avec un mapping qui permet de suivre ce trajet.

La troisième fonctionnalité, c'est de coordonner le travail des équipes, avec une fonction base de contacts qui permet d'envoyer à grande échelle des SMS, et une fonction reporting qui permet aux chefs d'équipe de savoir quelle est la progression du porte-à-porte, quartier par quartier, et bureau de vote par bureau de vote.

Effectivement, avec cette application, que le parti met à disposition de l'ensemble des équipes de campagne, on va pouvoir progresser dans la mobilisation. D'ailleurs, il y a d'autres outils, d'autres fonctionnalités qui vont se rajouter à ces premiers outils. D'abord, la possibilité de faire des formations en ligne, évidemment, mais aussi l'enjeu d'aller chercher les fonds, d'utiliser notamment Internet pour faire du recueil de fonds. C'est important pour nos équipes, la levée de fonds, et pour aussi organiser ce que toutes les équipes de campagne font depuis longtemps, les réunions d'appartement, mais avec un système de bases de données qui permet d'accumuler des éléments utiles pour la campagne.

Il y a déjà une dizaine d'équipes de campagne qui ont utilisé, à titre un peu expérimental, ce logiciel : à Paris, à Bruges, à Montpellier, à Suresnes, à Sarrebourg, à Talence, à Alès. On voit que déjà l'outil est pleinement utilisé. Et on incite toutes les équipes de campagne à nous contacter pour l'utiliser si elles le souhaitent. Il y a un petit coût pour les équipes de campagne, mais qui est mineur, puisque le parti a fait en sorte d'acheter une licence globale qui permet ensuite de l'utiliser dans les différentes villes.

Cet outil doit vraiment nous aider à relever ce défi politique essentiel qui est celui de la participation de notre électorat dès le premier tour. Vous le savez, la dynamique de deuxième tour se construit sur les résultats du premier tour, et il est important d'être en tête partout où on pourra l'être dès le premier tour.



Je me suis en effet occupé du porte-à-porte l'année dernière pendant la campagne présidentielle. D'ailleurs, si vous avez frappé aux portes l'année dernière, merci beaucoup : 50 millions de portes frappées, 80 000 volontaires qui ont participé à cette campagne. On a beaucoup appri. C'est la première fois qu'un parti politique en France organisait une campagne à si grande échelle. Aujourd'hui, grâce à ça, on a de l'avance sur tous les autres partis, et on veut s'assurer de la conserver.

Pour cela, on a développé ce logiciel qui s'appelle 50+1. Il faut faire quatre choses lorsqu'on veut faire une bonne campagne de porte à porte : d'abord il faut savoir où aller, où envoyer les militants, les volontaires. Ensuite, il faut pouvoir piloter cette campagne, savoir dans quel bureau de vote on est déjà allé, dans quel bureau de vote on veut retourner, pouvoir dire aux volontaires : ce bureau de vote-là, il est prioritaire pour nous, il faut qu'on le couvre à 100 %.

La troisième chose, c'est de pouvoir gérer une base de contacts. Si vous avez déjà fait une campagne, vous savez comment ça se passe : on lance sa campagne, on collecte des contacts, et puis très, très vite, on se retrouve avec trois fichiers Excel différents avec des noms de colonnes différents, tout ça devient très compliqué. Il faut pouvoir gérer cette base de contacts. Et la dernière chose, c'est l'expertise. Je vous l'ai dit, on a beaucoup appris pendant la campagne présidentielle. Eh bien, on a appris à faire mieux du porte-à-porte, on a aussi appris à faire mieux des réunions d'appartement et on pense qu'on peut encore apprendre d'autres choses, comment est-ce qu'on peut lever des fonds aujourd'hui pour être le plus présent sur le terrain pour aller mobiliser des gens qui risquent de s'abstenir aux municipales, alors que s'ils votaient, ils voteraient pour nous.

L'outil incorpore un modèle qui permet de déterminer au niveau de chaque bureau de vote, pour l'ensemble des villes françaises, le réservoir de voix de gauche. Et donc, ça donne une petite carte, qui permet d'identifier les bureaux de vote les plus prioritaires. Et donc, grâce à cette carte, vous pouvez savoir où envoyer vos volontaires, vous pouvez également créer des listes d'adresses que les volontaires, les militants vont recevoir et pour eux, ensuite, la seule chose à faire, c'est d'aller frapper à ces adresses. Et ensuite, on leur demande de nous indiquer à combien de portes ils ont frappé, combien de portes se sont ouvertes et d'ajouter quelques commentaires qualitatifs : quel a été l'accueil, quels thèmes de campagne sont mentionnés. Tout cela est ensuite incorporé dans ce logiciel, et on peut suivre, bureau de vote par bureau de vote, l'avancement de la campagne.

Je vous ai parlé également de la gestion de la base de contacts. Vous savez que lorsqu'on est en campagne, lorsqu'on parle à des

gens, beaucoup sont d'accord de nous laisser leurs coordonnées. Ce qui est compliqué, c'est de savoir quelles informations on va associer à ces contacts. Donc, on a développé une fonctionnalité assez simple qui permet de mettre des petites étiquettes à chaque contact : sympathisant, donateur... ou bien on peut même associer des gens à des thèmes de campagne qui peuvent les intéresser. Tout cela pour pouvoir leur envoyer des messages ciblés. Imaginons que quelqu'un soit intéressé par les questions de rythmes scolaires. Eh bien, on peut mettre, créer un petit tag « rythmes scolaires » et lui envoyer le programme du candidat, ou le programme du parti, sur cette problématique-là.

Les gens qui ont dit, qui ont déjà donné de l'argent au candidat, on peut les taguer « donateurs », et on peut éventuellement leur redemander s'ils sont d'accord de nous redonner un peu plus de sous pendant cette campagne.

Une fois que vous avez tagué cela, depuis l'outil, vous pouvez directement envoyer à la fois des mails et des SMS. Pourquoi les SMS ? C'est assez étrange, mais en fait, les gens, quand on les invite à des événements, réagissent beaucoup plus aux SMS. Donc si vous voulez faire un rappel : demain grande opération de porte-à-porte, le fait d'envoyer un petit SMS la veille, ça permet de faire des rappels assez efficaces. Tout cela se fait directement depuis la plateforme, et vous pouvez l'envoyer directement au groupe de gens... On peut créer un tag « porte-à-porte », tout simplement, et vous pouvez sélectionner ce tag « porte-à-porte » pour envoyer un mail à tous les gens intéressés par le porte-à-porte.

Et on a une petite fonctionnalité que j'appelle la fonctionnalité NSA, qui nous permet de suivre le taux d'ouverture des mails, personne par personne pour identifier ceux qui sont vraiment intéressés par la campagne et qui ont un taux d'ouverture très élevé. S'ils ne sont pas encore volontaires, on peut les contacter pour leur proposer de devenir plus actifs dans la campagne.

Si vous êtes intéressé, le mieux, c'est de nous contacter, on donnera notre contact à la fin. On organise des démonstrations en ligne qui vous montrent tout ça très, très facilement.

La dernière chose, je vous ai dit qu'on a appris beaucoup de choses pendant cette campagne présidentielle. On a essayé de garder ça en développant des petits guides que l'on met à disposition des équipes de campagne. Il y a à la fois des supports de formation, si vous voulez former vos volontaires au porte-à-porte, à l'inscription sur les listes électorales, puis il y a des petits guides pratiques pour organiser certains événements, des réunions d'appartement, par exemple.

Voilà 50+1, un outil qui a été conçu pour accompagner les équipes de campagne à gérer opérationnellement le porte-à-porte. J'espère que ça vous intéressera et surtout que ça vous aidera à aller parler à beaucoup, beaucoup, beaucoup de citoyens pour les élections municipales, et à gagner un maximum de villes. Vous avez le contact par mail : info@liegeymullerpons.com, et sur le site www.liegeymullerpons.fr vous pouvez directement vous inscrire pour participer à des démonstrations.

DEUXIÈME TABLE RONDE



JULIETTE MÉADEL

Cette deuxième table ronde pour cette ville qu'on aime va décliner ce concept de solidarité et de ville solidaire, à la fois en outils de campagne et en témoignages de l'ensemble de nos candidats. Je vous propose un sujet clé qui pourrait être un fil rouge pour nous ce matin, c'est le sujet de la confiance.

La confiance est aujourd'hui ce qui affecte le rapport entre les citoyens et la politique, et ce qui affecte également la confiance dans l'avenir, avec un sujet qui

est clé, qui est le sujet de l'éducation et de la petite enfance, puisque ça fait partie des premières préoccupations de notre électorat.

Je me tourne vers Charlotte, Charlotte Brun, qui est Lilloise, secrétaire nationale à la petite enfance et à l'éducation. Je voudrais que tu nous dises comment faire passer, lors de cette campagne pour les municipales, comment faire passer la qualité de notre système d'accueil de la petite enfance, notamment à Lille, et puis plus généralement en France, et comment bien exprimer et à la fois valoriser le fait qu'intervenir dès la petite enfance pour lutter contre l'échec scolaire, c'est l'outil le plus efficace. Comment, politiquement, peut-on l'articuler ? Et qu'est-ce qui fait notre force sur ce sujet ?





CHARLOTTE BRUN

Je voudrais profiter de ce moment pour vous dire, sur deux sujets qui me tiennent à cœur, quelles me semblent être les pistes essentielles. Le premier, c'est celui de la petite enfance, et le second, c'est celui des personnes en situation de handicap. Pour vous dire quoi? D'abord, on a fait depuis plusieurs années de la question de la réussite éducative un axe prioritaire, un axe prioritaire gouvernemental et local. Nombreux d'entre vous qui sont déjà élus locaux ou investis localement sont engagés pour faire en sorte que la jeunesse,

l'enfance, soient clairement une priorité, pour garantir à chaque enfant une véritable égalité des chances pour avoir les clés pour construire un avenir.

Or, on se rend compte encore aujourd'hui du fait du désinvestissement des années Sarkozy vis-à-vis de l'école maternelle, du recul très fort des deux ans à trois ans scolarisés dans les écoles. Aujourd'hui, beaucoup d'enfants sont en situation d'inégalité réelle à cinq ans. A cinq ans entre un enfant d'un milieu défavorisé et un enfant d'un milieu beaucoup plus favorisé, il y a 500 mots de vocabulaire d'écart. 500 mots, ça peut vous paraître pas grand-chose, mais sur ces 500 mots se joue beaucoup de la qualité de la scolarisation à venir, de sa possibilité d'envisager de telle ou telle manière son parcours scolaire, ses choix d'avenir. C'est à cinq ans que se joue beaucoup. Alors, vous me direz, c'est horrible, parce que finalement, on a l'impression que beaucoup est conditionné déjà à cinq ans. Evidemment que non. Nous considérons qu'au collège encore se jouent évidemment beaucoup de choses. D'ailleurs, le ministre lui-même a dit que la réforme du collège était prioritaire, et que c'était la réforme qui viendrait.

Evidemment, il ne s'agit pas pour ces enfants à cinq ans d'avoir été plus ou moins bien accompagnés par leurs parents, mais à

cinq ans, on sait que la manière dont ils ont été accompagnés, en journée, a beaucoup conditionné cette acquisition du langage. Et ce que je voudrais vous dire, c'est que beaucoup d'entre nous ont souvent limité la question de l'accueil de la petite enfance, à juste titre, à la possibilité pour les femmes d'accéder à l'emploi ; et donc nous parlons trop souvent de solutions de garde. Mais il s'agit, avant cinq ans, et surtout avant trois ans, même si dans beaucoup de quartiers dits prioritaires, on va rescolariser les enfants à partir de deux ans le plus possible, eh bien, pour autant, avant trois ans, il y a bien plus qu'un enjeu de garde de l'enfant. C'est un enjeu d'accueil de qualité de l'enfant.

Et là aussi, comme le montrent les expériences menées, par exemple par la ville de Grenoble avec le programme Parler bébé, il s'agit de ne pas se contenter de développer l'accueil professionnel de la petite enfance, c'est-à-dire des crèches, ce qui est déjà une bonne chose, mais de vraiment mettre en réseau l'ensemble des équipes qui accompagnent la petite enfance. Je parle aux équipes dans les crèches, aux assistants parentaux, qui accueillent à domicile afin de mettre en place un véritable programme de formation spécifique qui vise à inciter l'enfant au langage.

Aujourd'hui, ça fait longtemps qu'on ne s'occupe plus juste de garder l'enfant, on met en place des activités d'éveil, à la maison, avec l'assistante parentale ou l'assistant parental, comme en accueil de la petite enfance dans des structures, comme les crèches ou les haltes-garderies, mais on va aussi mettre des jouets à hauteur pour favoriser le fait que l'enfant demande le jouet. Et donc, je vous invite vraiment à mettre en place des programmes qui, dans vos propositions, si ce n'est pas déjà le cas dans les communes, beaucoup ont suivi l'exemple de Grenoble ou de Lille, qui a également mis en place le Parler bébé, pour dire que vous considérez que vous allez prioriser sur la petite enfance, pour que, déjà, lorsque l'enfant rentrera à l'école, il puisse avoir acquis un certain nombre de pré-acquis qui lui permettront d'être en situation de réussite éducative.

La ville, elle a son rôle à jouer, en considérant que le programme éducatif global, il commence dès la naissance. Voilà le message que nous devons porter. Je ne sais pas si j'ai le temps d'aller plus loin et de parler de handicap...



RAMA SALL

Je suis tête de liste sur une ville un peu particulière, ville de plus de 40 000 habitants, mais surtout, qui est réputée pour connaître la plus grande cité d'Europe, en tout cas ce qui était la plus grande cité d'Europe du fait des projets de rénovation urbains, ce n'est plus exactement le cas, le Val-Fourré... Et donc une ville dans laquelle il y a énormément de différences et d'inégalités. Une ville qui, parce qu'elle connaît un quartier populaire extrêmement important, fragmenté et segmenté, et tout cela était alimenté par la

droite puisque je suis sur une terre de conquête dans laquelle la droite est aux manœuvres depuis à peu près vingt ans.

L'un des combats, c'est la question du vivre ensemble. Et comment est-ce qu'on fait pour avoir une société, une ville plus inclusive, qui prend plus en compte les citoyens. Sur la question de la participation des citoyens, en tant qu'acteurs portant un diagnostic sur leur territoire c'est la question de ces Comités consultatifs de quartier, qui aujourd'hui n'ont pas vraiment de sens et n'ont pas de réalité, puisque la consultation des citoyens se résume à une participation extrêmement ponctuelle.

Comment est-ce qu'on construit un projet collectif en impliquant la population ? C'est un outil pour pouvoir faire en sorte que les gens se sentent intéressés par la politique, puisque la politique s'intéresse à eux. Le risque d'abstention est réel puisqu'il y a une distanciation entre la population et la politique, c'est absolument nécessaire de rappeler que si, effectivement, on a de très bonnes idées pour la population, on veut aussi qu'elle participe à ce projet-là. Et c'est finalement une étape 2, mais en tout cas une étape supplémentaire à la question de la démocratie.

Mais la question du vivre ensemble, et la question de la participation collective ne va pas se cantonner à ça. Elle est aussi par ce qu'on peut porter, par ce qu'on peut proposer à la population. C'est notamment la question de la place de la vie associative et la question de la place de la vie culturelle, notamment, mais je reviendrai sur la question culturelle après. Sur la question de la mobilité, qui est extrêmement importante, parce qu'on ne peut pas faire un vivre ensemble quand on a des espaces entiers, des pans entiers de la ville qui sont complètement coupés les uns des autres. Ça rend beaucoup plus difficile le fait d'avoir une démarche collective, et le fait de se sentir appartenir à un projet commun.

C'est finalement ça, l'importance et le rôle des socialistes, c'est de montrer en quoi nos projets, nos propositions sont importantes, et ont des conséquences pour les personnes, les individus en tant que tels, et comment elle peut les pousser à être meilleurs, mais dans un cadre collectif, puisque c'est un intérêt pour la population. Le rôle des socialistes sur nos territoires, c'est d'ouvrir le champ des possibles aux jeunes et à

la population de manière générale, de faire en sorte que toutes les capacités, toutes les volontés puissent s'exprimer. On a la particularité, à Mantes, d'avoir un tissu en matière de culture qui est extrêmement fort et riche, avec des jeunes, notamment, largement plébiscités à Avignon d'une troupe qui se produit en ce moment, dont le spectacle est Illuminations, menée par Ahmed Madani, avec une reconnaissance extrêmement forte à l'extérieur, d'avoir des sportifs qui ont des prix extrêmement importants, d'avoir la championne du monde de taekwondo sur notre territoire.

Mais tout ça ne sert pas à grand-chose si ce n'est pas accompagné, s'il n'y a pas une volonté de faire en sorte que tout le monde puisse s'exprimer librement, que tout le monde puisse aller et s'exprimer sur des champs, qui sont parfois inexploités, pour pouvoir faire en sorte que les villes rayonnent en tant que telles, mais aussi que ça donne la possibilité et l'envie à tout le monde de pouvoir aller ailleurs et de chercher quelque chose d'autre. C'est aussi ça notre responsabilité en tant que socialistes.



CHRISTOPHE
CLERGEAU

Je voudrais d'abord dire que je ne suis pas dépaycé d'être dans une table ronde à majorité féminine, parce qu'en Pays-de-la-Loire, les parlementaires sont paritaires, et dans l'Ouest, on a l'habitude de se battre derrière des femmes têtes de liste, ce sera le cas avec Isabelle Thomas aux européennes et ce sera le cas aussi à Nantes et à Rennes avec Johanna Rolland et Nathalie Appéré.

J'ai aussi la casquette de secrétaire de l'Union régionale du PS. C'est une union régionale qui marche. Il n'y en

a pas tant que ça dans ce pays et on a tenu, à Angers, en octobre, un séminaire avec 400 militants sur les solidarités humaines et territoriales, où la question de l'économie était au cœur de nos échanges, c'est-à-dire comment les villes d'une région peuvent se mettre d'accord sur leurs solidarités en termes de points d'excellence et de points forts plutôt que de se concurrencer.

Comment, quand on structure une filière, on peut identifier partout les points d'excellence, les entreprises-clés, pour les relier et permettre à chacun de s'inscrire dans des réseaux dont elles bénéficient. Et comment, dans une région, où on est la région des usines à la campagne, comment on peut connecter ces entreprises ? Et la question du numérique est de ce point de vue-là extrêmement centrale. L'aménagement numérique des territoires va être un enjeu de ces élections municipales, et l'enjeu d'égalité entre les territoires face au numérique va être absolument central.

Alors, au-delà des grandes filières et de la mise en réseau des entreprises, il y a la question de l'économie de proximité et des services publics. Moi, je ne vous incite pas, comme Guillaume

Balas le proposait, à insister dans la campagne sur ce qu'on attend de l'État sur le financement des services publics, puisque vous n'aurez pas de réponse, donc vous serez dans un corner. Mais je vous incite à regarder ce qu'on peut faire ensemble, les villes, les départements, les régions, pour apporter des réponses concrètes.

Première réponse, c'est le soutien de terrain au maintien du commerce et de l'artisanat dans l'ensemble du tissu rural et périurbain. C'est le premier service de proximité. Et puis réinventer les formes des services publics, en mixant public et privé ou en développant des réponses de type maisons de santé, qui permettent d'avoir des vrais modèles économiques pour assurer la pérennité, et d'avoir une vraie présence de services collectifs accessibles pour les habitants sur tous les territoires. Donc, cette notion de confiance, elle est centrale si on veut mettre en commun des forces pour trouver des réponses nouvelles, sous des formes classiques, public privé, ou de l'économie sociale et solidaire comme cela a été indiqué également tout à l'heure.

Et puis je voudrais terminer en faisant un petit dégagement sur les valeurs. Aujourd'hui, on parle beaucoup de la montée du Front national, on parle beaucoup de la lutte contre les discriminations, du racisme, et c'est extrêmement important, et on a tendance à oublier le débat sur le mariage pour tous, et la Manif pour tous, et je peux vous dire que nous, en Pays-de-la-Loire, on est au premier rang de ce combat-là. Les anti Lumières sont là devant nous. La révolution conservatrice que veut mener la droite, elle est là devant nous, les propos, les insultes contre Christiane Taubira, c'était à Angers, l'arbre de la laïcité détruit, c'était à Angers, la profanation de la tombe de Clemenceau lors de la venue de Manuel Valls, c'était en Vendée. Et on voit la droite qui mène la bataille des valeurs. Donc la confiance, la bienveillance, la fraternité, ce sont des valeurs, des digues sur lesquelles on doit tenir dans cette campagne, sur tous les fronts. Et croyez-moi, c'est sur un autre terrain peut-être mais aussi dur dans l'Ouest que dans le Sud-est de la France ou en région parisienne.



MATHIEU KLEIN

L'enjeu à Nancy, comme dans beaucoup de villes, c'est qu'à la fin du prochain mandat municipal, on va atteindre un pic dans le vieillissement de la population. On va atteindre un pic qui va amener les nonagénaires, par exemple, à avoir quadruplé par rapport à leur nombre actuel en 2020, qui va amener les plus de 65 ans à avoir réaugmenté de plus de 60 % dans la ville par rapport à la situation actuelle.

Et il y a un des enjeux qui est très frappant, c'est que finalement, on dit toujours que,

pour la gauche, c'est un électorat perdu, qui aujourd'hui est très sensible aux questions liées à la sécurité, à l'immigration, qui est un électorat supposé être difficile pour nous. Mais c'est d'abord et avant tout un électorat qui, aujourd'hui, attend du lien social, qui attend qu'on le valorise en tant que citoyen dans la cité. Avoir 65 ans et plus, aujourd'hui, ce n'est pas forcément devenir dépendant tout de suite. Ça veut dire exercer pleinement un rôle citoyen, et aujourd'hui, le développement des solidarités de proximité à l'échelle d'une ville, ça permet de valoriser le rôle des personnes qui ont plus de 65 ans et qui n'ont aucun problème encore d'autonomie ou de dépendance, qui sont parfaitement mobiles.

Et s'appuyer, dans une ville, dans un territoire, sur leurs capacités à participer au lien social, à l'accompagnement éducatif, à la vie culturelle, à la vie citoyenne, c'est un élément déterminant. Et je pense que ça peut permettre de développer de nouvelles

solidarités de proximité, d'une part. Et d'autre part, passé 65 ans, les femmes sont majoritaires, les femmes, souvent, sont en situation de précarité économique plus importante, notamment liée à une baisse de revenus, liée à une réversion qui n'est pas toujours celle qu'elles attendraient.

Et donc, il y a un isolement qui est plus important, notamment parce que l'accès aux activités culturelles, sportives, citoyennes, de lien social, est amoindri passé 75 ans. Donc, moi je souhaite, et je l'inscrirai dans mon programme, mener une politique de tarification spécifique sur la mobilité, l'accès aux activités de loisirs, de sport et de culture pour les plus de 75 ans. Parce qu'encore une fois, là, on touche vraiment au cœur du lien social. Et je crois que si on arrive à faire cela et que dans le même temps on arrive à montrer une attention particulière, notamment en donnant un accès 24h/24 et 7j/7 à tous les citoyens d'un territoire à une réponse de proximité par rapport à une situation et un problème qui est posé, là aussi, le service public sortira grandi.

Dernier exemple : il n'est pas logique, dans une ville, quelle qu'elle soit, qu'une personne, parce qu'elle souffre de troubles du voisinage répétitifs, ne puisse avoir comme seul recours que de composer le 17. Parce que le 17 n'est pas là pour répondre à ces situations-là, et la police n'interviendra jamais en priorité. Par contre, il est indispensable que dans toutes les communes, et ça manque aujourd'hui à Nancy, on puisse avoir une réponse de premier recours. Donc ça peut être la responsabilité de la municipalité de l'organiser pour envoyer la police municipale, un médiateur, un agent de proximité, bref, celui qui saura prendre en considération et avec l'attention et la bienveillance nécessaires toutes ces problématiques qui peuvent paraître complètement anodines vues de très loin, mais qui minent aujourd'hui parfois le corps social ; et qui sont, on va se le dire aussi, un pourvoyeur efficace de voix pour l'extrême droite.



ANNE-EUGÉNIE FAURE

Il est vrai que quand on évoque Levallois, j'entends des murmures, des sourires, mais Levallois, ce n'est pas que Patrick Balkany et sa situation judiciaire qui se complique, ses frasques, c'est aussi des habitants, des habitants qui attendent une réponse à leurs problèmes du quotidien, et à qui, aujourd'hui, le maire actuel donne une réponse fondée sur le clientélisme. Le clientélisme, c'est laisser entendre que lorsqu'on attribue un logement, on attribue quasiment son logement. Et quand je dis que ce sont les logements de la

collectivité, et que si le logement a été attribué, c'est qu'on entrain dans les critères et que c'est la solidarité locale, j'ai du mal à faire passer ce discours.

Néanmoins, on a une grosse bataille à mener contre l'abstention dans des villes avec un tel schéma que le nôtre, parce que ce sont des villes où le nerf de la guerre, par exemple, est le logement. Le logement en première couronne, c'est évidemment ce qui va être primordial pour les gens, parce que ça permet à chacun, par exemple aux gens qui sont plus défavorisés, s'ils parviennent à se loger dans des logements sociaux, d'avoir accès à de l'emploi à proximité et de ne pas subir les désagréments des transports.

Donc le logement, c'est primordial dans nos villes. Et en faire un instrument de clientélisme, c'est la solution de facilité. Ce que je vois, moi, ce sont des commissions d'attribution sans qu'un seul élu d'opposition ne siège. De toute façon, nous savons bien que l'ordre des dossiers amenés en commission d'attribution des logements n'est pas contrôlable puisque ce sont les services du logement qui s'y prêtent, et à partir du moment où on ne met pas en place des critères objectifs, quasiment avec un calcul de points, liés à l'ancienneté, liés à la situation de logement, liés à la situation de famille, on ne peut pas obtenir la transparence. Et moi, pour que les gens se réapproprient la chose publique et cessent d'être résignés, et se disent que voter pour des élus qui font preuve de transparence et de probité, ça a un sens et ça amène un mieux pour tout le monde en fonction de sa situation, j'expose qu'il faut mettre en place réellement des critères objectifs d'attribution de logements sociaux, et des critères qui permettent une transparence, et de voir pourquoi une personne a eu un logement avant une autre.

Ça, c'est notre première problématique, évidemment, c'est finalement ce paternalisme. Paternalisme qu'on retrouve, nous, dans la gestion de ce qui est la gestion des services municipaux, ce qui apporte du mieux aux gens après leur travail, après leur école pour les enfants. C'est le sport, c'est la culture, c'est les loisirs. Et à Levallois, ce que nous subissons, c'est un mode de gestion délégué à des associations para-municipales. Et ce à quoi ça amène, j'ai fait le calcul à l'approche du vote du budget, c'est à 11 millions d'euros versés à des associations tous les ans, sur lesquels les élus n'ont aucun contrôle. Ça veut dire un Levallois sporting club avec 5 millions d'euros de budget, aucun élu d'opposition qui siège au conseil d'administration, une politique tarifaire incontrôlable,

une politique d'emploi incontrôlable, du népotisme. Levallois communication, entendez-le bien, à Levallois, nous n'avons pas de service communication, nous avons une association qui perçoit 2 millions d'euros de subventions par an, et qui est en charge de la communication de la municipalité. Ce mode de gestion délégué à des associations, crée une totale opacité sur les embauches, sur les politiques tarifaires.

J'en terminerai avec les politiques tarifaires, parce que lorsqu'on est de gauche, nous, on veut le quotient familial sur toutes les activités. Et moi, dans ma ville, effectivement on a la chance, je ne sais pas jusqu'à quand ça va durer parce que la situation économique est telle, et l'image de notre maire est telle qu'aujourd'hui peu d'entreprises ont envie aussi de venir s'installer à Levallois et de remplacer les grands sièges sociaux qui sont partis, comme Carrefour, Altran, et aujourd'hui, on a énormément de bureaux vides, malheureusement. Et heureusement, jusqu'à présent, on vivait sur les ressources issues des entreprises, la CVAE, la CFE, etc. Et aujourd'hui, on a ce risque que les entreprises ne reviennent pas, et on a ce risque que le poids des services, malheureusement, pèse sur la population.

Mais aujourd'hui, on a encore les moyens, et on pourrait appliquer le quotient familial. Et moi, quand je défends ça en conseil municipal en disant : il y a une disparité de ressources dans notre ville, et certes il y a un revenu médian qui est relativement important, mais il y a aussi tous ces gens qui vivent dans les logements sociaux, ou qui ont acheté dans les années 70-80, dans



Rapidement, quelques phrases, parce que la communication, c'est la traduction de ce que l'on veut politiquement. Donc c'est souvent le moment où, à travers le choix des mots, des couleurs, des images, se traduit ce que nous voulons faire passer sur le plan politique.

La première chose, c'est que j'entends les questions : « *Vous faites une campagne municipale locale, c'est parce que le climat national ne serait pas bon ?* », ou je ne sais quoi. Comme si c'était nous qui devons justifier le fait que, à des élections municipales, on fasse une campagne municipale, avec des

projets pour élire un maire, des équipes. La droite essaye d'en faire une agitation nationale, comme elle le fait d'ailleurs dans son style d'opposition depuis un an et demi, et ne tire aucune leçon de cette posture nihiliste, négative, d'agitation, dans le but uniquement de dénigrer, mais jamais d'offrir un projet, de jouer son rôle d'opposition, parce qu'une opposition, c'est nécessaire à un pays. Ne se rendant pas compte d'ailleurs que ce style-là ne lui profite guère et ne profite qu'au Front national, qui est champion numéro 1 dans notre pays quand il s'agit de la démagogie et pas du concret.

Nous menons bien une campagne, une pré-campagne nationale, mais pour mettre au cœur ce qu'est l'enjeu dans chaque municipalité, avec les prérogatives que l'on confie au maire. La démocratie, c'est d'abord ça : respecter les électeurs, considérer qu'ils sont appelés à venir aux urnes, à chaque fois, pour déléguer

ces villes qui n'étaient pas encore aussi attractives parce qu'il y avait encore beaucoup d'industries, et on y vivait moins bien que lorsque ces industries ont été remplacées par des sièges sociaux de services, eh bien on pourrait appliquer le quotient familial.

Et lorsque je défends ça, on me dit : « *Mais Madame Faure, on n'a jamais interdit à un seul enfant de s'inscrire au cours de violon, il suffit de venir voir le CCAS et de demander une aide ponctuelle.* » Vous voyez le cercle vicieux dans lequel on s'inscrit : c'est-à-dire qu'il faut venir individuellement solliciter pour être redevable, pour devenir un obligé et pour aller voter. Et les gens qui ne souscrivent pas à ça, ils voient ce système et ils sont écoeurés. C'est pour ça que tout le gros travail qu'on a à faire, c'est expliquer aux gens que le paternalisme, ce n'est pas du social, et que le social, c'est un partage ensemble, une transparence sur la manière dont on gère le service public. Et c'est ainsi, moi je pense, qu'on ramènera les gens vers les urnes, qu'on n'aura pas un maire élu avec 45 % d'abstentions. Parce qu'on va se gargariser de certains scores parfois dans certaines villes, mais quand on sait le taux d'abstentions, il n'y a pas de quoi se gargariser quand on est élu par à peine 30 % de la population.

Donc il faut ramener les gens vers les urnes avec un autre projet. Et moi, ce que je veux, je le dis, c'est écrire une autre histoire pour Levallois, sortir de ce schéma de la fuite en avant permanente financière, de l'image désastreuse du politique, de l'individualisme, du clientélisme, et écrire vraiment une autre histoire pour les Levalloisiens.

un pouvoir, avec des compétences données, il s'agit là du pouvoir du maire et des compétences d'une municipalité. Et encourager la participation électorale, c'est prendre au sérieux, respecter les électeurs, leur intelligence, leur maturité, c'est ce que nous faisons avec cette campagne. Et le ton est donné avec le slogan, le choix des images, le choix des couleurs, la ville qu'on aime pour vivre ensemble. S'ils devaient faire un logo dans l'état actuel de leur campagne, la droite mettrait peut-être quelque chose de gris, de noir, avec au milieu : impôts, insécurité, immigration, les trois « i ».

Nous sommes pour susciter cette confiance, mais aussi pour dire ce qu'il se passe dans les villes de gauche. Ce que veulent les citoyens, c'est d'abord que la ville leur permette de vivre ensemble, avec tous ceux qui composent la ville, que ce soit les âges qui s'entremêlent avec ces couleurs, ces bulles qui font partout des intersections, les origines sociales, les origines culturelles aussi, les jeunes, tous ces talents qui doivent s'entremêler, être ensemble et vivre ensemble. Si on a ça dans la ville, quelles que soient les difficultés économiques, on peut réussir. Et si dans les municipales, on montre que c'est ça l'enjeu, malgré les difficultés du pays, que les villes ont un rôle à jouer pour créer la confiance, pour permettre de maintenir le lien social et préparer l'après-crise, je crois que nous aurons gagné quelque chose.

L'un des enjeux, c'est l'abstention. Bien entendu, certains sont inscrits, et il faut aller les chercher pour qu'ils viennent voter. On a encore quelques mois, jusqu'au dernier jour, jusqu'à la dernière minute, mais pour ceux qui se rendront compte, quand on ira faire du porte-à-porte dans deux mois : « *Mais les jeunes ne sont pas inscrits, on a déménagé, on a oublié de changer l'adresse...* » Il faut absolument réduire cela. Donner envie, ce que ne fera ni la droite, ni l'extrême droite, ni tous ceux qui misent sur le fait que l'abstention et la réduction du corps électoral feront grossir leur pourcentage. Nous, c'est l'inverse, cette campagne d'inscription sur les listes électorales, il faut la mener jusqu'au 31 décembre.

Ensuite, il y a une affiche qui reprend l'ensemble des thématiques des affiches thématiques, qui est plus centrale, et qui montre la ville ambitieuse, citoyenne, créative, douce à vivre, dynamique, écologique, engagée, fraternelle, ouverte, solidaire. Ce sont les thématiques que nous voulons développer, et qui sont déclinées à travers un ensemble d'affiches thématiques : La ville écologique, La ville pour les aînés, La ville mobilisée pour l'emploi, les entreprises, La ville engagée pour le logement. Ça va être un élément essentiel, le logement pour tous, là où la droite favorise le logement pour certains, et puis les autres, ils font comme ils peuvent, et quand ils ne peuvent pas, on les éloigne pour les renvoyer dans les périphéries, si ce n'est dans la précarité.

Une ville où le transport, on le voit, est un enjeu social : il faut que tout le monde puisse circuler, qu'il y ait cette mobilité, notamment pour désenclaver les quartiers populaires, mais aussi pour permettre tous les modes de mobilité. Aujourd'hui, il y en a beaucoup, et il faut tous les développer, notamment ceux qui permettent de préserver l'environnement.

Et puis cet enjeu très important : La ville à l'écoute des citoyens, parce que nous savons à quel point aujourd'hui, non seulement ils veulent être écoutés, mais ils veulent aussi que les associations, qui font encore vivre tout un tas d'activités au plus près de chaque habitant, maintiennent le lien social. Et on voit qu'avec la baisse des subventions pendant plusieurs années, certaines ont été fragilisées, voire détruites. Il faut reconstruire ce tissu, et il faut montrer que nous serons là pour encourager les associations. Et d'ailleurs ça a été la première mesure qu'ont prise les maires qui ont été élus sur les listes Front national, ils ont d'abord cassé la culture, comme certains brûlaient les livres et ils ont sabré les associations, en considérant que tout ce qui était association à caractère social, à caractère d'éducation populaire était forcément orienté ou à gauche, ils ont coupé les vivres et ils en ont détruit pas mal dans ces territoires. Cet enjeu de soutenir les associations, nous devons le porter. Bien sûr, la culture qui rassemble, vous le savez, aujourd'hui, même dans la morosité, parfois, les seuls moments où, dans les villes, il y a du sourire, il y a de la fraternité, on est heureux d'être ensemble, c'est au moment où il y a des fêtes, des rencontres culturelles, des concerts, des pièces de théâtre.

Il faut que nous sachions que, oui, défendre le social, c'est la priorité de la gauche, mais la priorité de la gauche, c'est de ne pas dissocier du reste, et notamment de la culture, qui est le principal élément, non seulement de fraternité, mais aussi d'espoir en l'avenir, parce que oui, avec la culture, la vie est belle, on peut la rendre belle tout de suite et pas seulement demain.

Voilà : la ville sûre. Parce qu'on ne laissera pas ce thème aux autres, c'est un élément essentiel. Bien sûr, c'est une liberté, un droit fondamental, la sécurité, qui passe par une panoplie d'actions, qui vont de la prévention aussi à la sanction, et puis au-delà de la délinquance, c'est aussi au quotidien ce que nous devons défendre par rapport aux incivilités, à ce qui pourrait la vie dans certains quartiers pour pas grand-chose. Mais ça, on sait aussi que c'est l'école, et l'école de la République, qui est aussi au cœur de nos priorités, et est une des thématiques que nous défendons avec le plus de profondeur et d'avenir.

Nous aurons un outil que nous mettons à la disposition, la Web TV. C'est un pari, parce qu'une télé, il faut qu'elle se renouvelle, il faut qu'elle s'entretienne, donc c'est un appel à tous les candidats pour être disponibles. Ils auront des émissions, ils auront des spots, ils auront des portraits, ils auront des reportages sur leur campagne de terrain, et je parle surtout de tous ces candidats qui n'ont pas accès à la télévision, et déjà les moyens de faire ça eux-mêmes. Toutes ces villes de moins de 20 000 habitants, où nous avons des candidats partout et qui ont besoin de mutualiser des moyens énormes, eh bien une Web TV, c'est quelque chose qui permet à tous ces candidats, par cette mutualisation qu'offre le Parti socialiste, d'avoir aussi des outils performants. Il y aura : Un jour une ville, la Boîte à clips, le Désintox, 120 secondes pour comprendre un sujet, Le point presse, et ce qu'anime le MJS déjà avec le Point gouv, qui permet de populariser.

Un mot pour conclure, pour vous dire que nous assumons complètement, non seulement aujourd'hui d'avoir posé la fondation, qui est : investir des listes, rassembler les socialistes, être en capacité déjà de dire qu'il y aura plus de villes où il y aura l'unité de la gauche que l'inverse, là où la droite n'a même pas commencé cette base même d'une campagne. Et puis nous avons une charte, c'est-à-dire que nous savons pourquoi nous nous battons, quelle que soit la ville, qu'est-ce qui fait l'unité des socialistes.

Et puis maintenant, on va se déployer. On va se déployer avec toujours la même musique, le même ton, dans ce pays, où certains essaient d'alimenter le déclinisme, la peur de l'autre, la peur tout court, eh bien ces couleurs, ce thème, c'est ce qui fera clivage. Ce n'est pas un thème gentillet, vous le verrez. Plus nous serons dans la campagne, plus on verra un visage de la droite dur et un Front national dur. Ça, ce sera le clivage. Nous voulons que dans les villes comme dans le pays, on puisse vivre ensemble et regarder l'avenir avec confiance.

Résultats des votes

Municipales : 133 pour, 11 contre, 1 abstention.

Européennes : 124 pour, 22 contre, 15 abstentions.

Sénatoriales : 131 pour, 7 contre, 7 abstentions, 2 NPPV (ne prend pas part au vote).

MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !

INSCRIVEZ-VOUS SUR LES LISTES ÉLECTORALES AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2013.



Pourquoi s'inscrire ?

Pour voter aux élections municipales les 23 et 30 mars 2014 et aux élections européennes le 25 mai 2014.



Comment s'inscrire ?

Il suffit de se rendre dans sa mairie avant le 31 décembre 2013 avec sa carte d'identité et un justificatif de domicile.

N'attendez pas le dernier jour !



Mobilisez-vous !

Vous avez des amis qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales ? Qui ont déménagé cette année ? Encouragez-les à s'inscrire sur les listes électorales !



lavillequonaime.fr

Pour débattre, pour agir, pour changer la France

Nom Prénom

Adresse mail

Adresse

Code Postal Ville

Tél. domicile Tél. portable

Je souhaite prendre contact avec les socialistes

Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Je désire adhérer au Parti socialiste

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 - contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr